
Les syndicalistes et la Première guerre mondiale 1914-18

DOCUMENTS

Louis Bouët
Georges Dumoulin
Léon Jouhaux
Alphonse Merrheim
Pierre Monatte
Alfred Rosmer



Brochure *Ensemble*

Téléchargée gratuitement sur le site
<http://www.snuipp-ensemble.org>

2006

sommaire

Lettre d'Alphonse Merrheim à Pierre Monatte (septembre 1914)

Fin septembre 1914, Merrheim explique dans quelles circonstances il a pris l'intérim du secrétariat général de la CGT.

Lettre de démission de Pierre Monatte du Comité confédéral de la C.G.T. (décembre 1914)

Lettre d'Alphonse Merrheim à Alfred Rosmer (10 mai 1915)

La Fédération CGT des Métaux, après avoir fait paraître un n° de son journal (l'Union des Métaux) explicitement pacifiste sans passer par la censure obligatoire et vu se rallier à elle deux autres fédés, est l'objet d'intimidations, à commencer par des rumeurs d'arrestations de Merrheim.

Léon Jouhaux : Conduisons la guerre jusqu'à la victoire (1915)

Un document accablant, publié dans 'Je sais tout', sur le ralliement du dirigeant de la CGT à l'Union sacrée.

Conférence nationale de la C.G.T. du 15 août 1915

Première instance confédérale réunie depuis le déclenchement de la guerre et le ralliement de Jouhaux à l'Union sacrée, la conférence enterme l'unanimité d'avant-guerre : de profonds clivages diviseront définitivement le syndicalisme français. Avec les textes des motions Jouhaux et Merrheim et les résultats des votes.

Louis Bouët : impressions d'un délégué

Après un an de guerre et un ralliement par virage à 180° de la direction de la CGT à l'Union sacrée", vint avec la Conférence nationale de la CGT du 15 août 1915 la première occasion de s'expliquer devant les délégués des syndiqués. Alphonse Merrheim et Bourderon (qui iraient bientôt à la conférence de Zimmerwald) présentèrent une résolution en faveur de la paix qui reçut les voix des instituteurs. Louis Bouët donne quelques souvenirs sur la conférence, le congrès fédéral de l'Enseignement de la veille, et sur 'l'Ecole Emancipée' aux débuts de la guerre.

Déclaration commune franco-allemande à Zimmerwald (1915)

Alfred Rosmer: Lettre aux abonnés de la V.O. (novembre 1915)

Appel de la Fédération des syndicats d'instituteurs (1918)

Contre les persécutions politico-judiciaires de ses militants...

Georges Dumoulin: Les syndicalistes français et la guerre (1918)

Brochure publiée en juin 1918 aux éditions de l'Avenir international. Présentation par Alfred Rosmer extraite de sa reprise en annexe dans 'Le mouvement ouvrier pendant la guerre' (t. I, Librairie du Travail 1936).

Lettre d'Alphonse Merrheim à Pierre Monatte (septembre 1914)

Mon long silence a dû t'étonner. C'est que les événements se sont précipités, comme tu as dû le voir dans la *BS [Bataille syndicaliste]*, j'ai dû prendre le poste de secrétaire de la CGT par intérim. Depuis, absorbé par de multiples délégations et soucis, je n'ai pas eu un moment pour t'écrire; à peine si j'ai le temps de parcourir les journaux.

Je ne puis te narrer par le détail les incidents qui m'ont obligé à prendre le mandat de secrétaire à la CGT. Je vais essayer de te les résumer.

Avant la bataille de la Marne, il y eut à Paris quelques journées d'affolement. On croyait à l'entrée prochaine des Allemands à Paris.

Cet affolement gagna quelques militants et le mercredi 2 septembre, allant par hasard à la *BS*, je m'y rencontrai avec Jouhaux, Griffuelhes et Marie.

Première engueulade avec Griffuelhes qui croyait m'emmenner avec d'autres à Bordeaux pour y faire la *BS*. Incidemment, j'appris qu'avec Jouhaux ils avaient accepté d'être ces fameux commissaires à la nation, auprès du gouvernement, svp ! et qu'ils devaient partir le lendemain à 8 heures 45 par train spécial pour Bordeaux rejoindre le gouvernement, ou à peu près, parti quelques heures auparavant.

Jusque-là, j'étais resté clame, refusant de partir à Bordeaux, estimant que les principaux militants devaient rester à Paris. Mais en apprenant cette nouvelle, ma colère éclata. Je reprochai vivement à Jouhaux et Griffuelhes leur attitude. A Jouhaux, le mandat de commissaire à la nation qu'il avait accepté, après en avoir lancé l'idée (voir *BS* du 31 août, déclaration Asquith) sans en parler au Comité confédéral et engageant ainsi la CGT.

Bref, l'engueulade dure une demi-heure, car on ne voulait à aucun prix convoquer le Comité. J'obtins enfin qu'il le fût. Jouhaux proposa 10 heures du matin; il me fallut tempêter, crier pour qu'on le reportât à 2 heures de l'après-midi. Du même coup, il ratait son départ par train spécial dont il avait les billets spéciaux et la carte de circulation pour pénétrer dans ce train.

Ce que fut la séance du lendemain au Comité, tu le verras par le procès-verbal que tu pourras lire, je l'espère, après la guerre. A cette séance apparut la manœuvre. Jouhaux et Griffuelhes ne partaient pas seuls. Lefèvre, Laurent, Moulinier devaient être de la partie et, avec d'autres de la *BS*, devaient les rejoindre un ou deux jours après.

Jouhaux proposa l'envoi d'une commission à Bordeaux, car, dit-il, la réaction était à craindre et il fallait à Bordeaux un Comité qui se tint en contact avec la province. Il proposa Laurent, Moulinier, Dumas et moi-même, Lefèvre n'étant pas présent.

Avec Dumas, je refusai carrément et ce fut Gautier, de Saint-Nazaire, qui accepta avec Puyjalon; ce dernier n'est pas parti. Seul, avec Lenoir, j'ai combattu ce projet, le trouvant prématuré.

Ensuite, Jouhaux annonça au Comité qu'il avait accepté, à titre personnel et sans engager la CGT, le mandat de commissaire à la nation, sur la demande de Guesde. Il ajouta que, si le Comité n'avait pas nommé de commission, lui serait parti quand même, ayant accepté ce mandat, sachant prendre ses responsabilités, etc. Bref, les grandes phrases !

Je répliquai en disant au Comité que, s'il était réuni, c'était grâce à moi. Colère de Jouhaux.

Je lui répondis en narrant notre entrevue orageuse de la veille à la *BS*; en prouvant que, si je n'avais pas été à la *BS*, il serait parti le matin même par train spécial à 8 heures 45 et que le Comité aurait connu son départ et son mandat de commissaire à la nation avec son arrivée à Bordeaux.

La stupeur fut générale. On n'insista pas, mais le Comité nomma une commission exécutive qui se composa de Lenoir, Milan, Dumas, Charbonnier, Tabard, Charlier et Bled, et j'acceptai le mandat de secrétaire dont je me serai volontiers passé.

Comme, à ce moment, on craignait l'investissement de Paris par les Allemands et un mouvement réactionnaire, la commission reçut mandat de s'aboucher avec le PSU pour constituer un comité d'action destiné à faire face à tout mouvement de réaction qui serait tenté. Ce comité fonctionna en s'occupant de toutes sortes de questions.

Depuis, d'autres complications ont surgi. Jouhaux à Bordeaux - les commissaires à la nation et leur conférences ayant été abandonnés - engagea la commission dans les conférences faites, avec l'appui moral... et financier du gouvernement, sur la réorganisation du travail. Il

m'annonça dans une lettre que la commission s'apprêtait à partir, sans donner d'autres détails. Je soumis sa lettre au Comité qui se réunit tous les dimanches matin, en montrant qu'une fois de plus on nous mettait devant un fait accompli et en protestant. Le Comité décida de rappeler Jouhaux, ou un membre de la commission, à Paris, pour fournir des explications.

Il est venu au Comité dimanche dernier. Plus embarrassé que jamais, car la deuxième combinaison a sombré comme la première, le gouvernement, m'a t-on dit, s'étant montré peu généreux. Il n'aurait donné que 180 francs à chacun.; pour la suite, ils auraient dû voir les préfets et autorités militaires des départements qu'ils visiteraient. C'est du propre ! Les derniers renseignements ne sont connus que de Lenoir et moi, car nous le tenons de Luquet qui, étant à Bordeaux pour *L'Humanité*, les tient de Griffuelhes lui-même. Conserve tout cela pour toi (!) !

En restant dans le cadre général, j'ai combattu la proposition de Jouhaux. Le Comité a donné mandat à la commission exécutive d'établir un rapport sur les possibilités de délégations ou d'une conférence privée en appelant à Paris les militants des unions et bourses qui ne sont pas mobilisés afin de connaître l'état d'esprit de leur région.

Jouhaux est reparti lundi, en disant qu'il ne reviendrait plus.

Telle est brièvement, très brièvement résumée la situation, et les causes de mon long silence.

¹ On verra après la guerre ce que nous devons en faire. Tous ces procès-verbaux que n'a pu nier Jouhaux sont là. Et Yvetot est à Etretat et ne donne jamais de ses nouvelles. C'est écœurant, je t'assure ! Et quelle lâcheté ! (*Note de Merrheim*)

Lettre de démission de Pierre Monatte du Comité confédéral de la C.G.T.

(décembre 1914)

Camarades,

Après le vote émis dans sa séance du 6 décembre par le Comité Confédéral, je considère comme un devoir de renoncer au mandat que vous m'aviez confié.

Voici les raisons qui ont dicté ma détermination : Au cours de ces cinq derniers mois, c'est avec stupeur, avec douleur, que J'avais vu. Le Comité Confédéral enregistrer purement et simplement l'acceptation par son secrétaire général d'une mission officielle de commissaire de la nation.

Quelques semaines plus tard, la Commission Confédérale envoyée à Bordeaux consentir à faire une tournée de conférences pour le compte du gouvernement.

Des militants syndicalistes, des fonctionnaires d'organisations, tenir un langage digne de purs nationalistes. Aujourd'hui, le Comité Confédéral vient de refuser sa sympathie aux efforts tentés en vue de la paix par les socialistes des pays neutres. Pour le Comité Confédéral, parler en ce moment de paix constituerait une faute, presque une trahison, une sorte de complicité dans une manœuvre allemande, tout comme pour le Temps et pour le gouvernement.

Dans ces conditions, il m'est impossible de rester plus longtemps dans son sein, car je crois, au contraire, que parler de paix est le devoir qui incombe, en ces heures tragiques, aux organisations ouvrières conscientes de leur rôle.

Le 22 novembre, le secrétaire confédéral donnait connaissance au Comité d'une invitation à la Conférence des socialistes des pays neutres organisée à Copenhague, pour les 6 et 7 décembre par les partis socialistes scandinaves.

M'opposant au passage à l'ordre du jour, je faisais la proposition suivante : Que la C.G.T. réponde en assurant les socialistes scandinaves que, s'il nous était impossible d'envoyer un délégué, nous suivrions cependant leur efforts en faveur de la paix avec la plus grande sympathie et que nous faisons des vœux pour le succès de Copenhague.

A la séance du 29 novembre, la fédération des Métaux déposait une résolution motivée, inspirée du même esprit, à laquelle je me ralliai avec empressement.

Comment et par qui elle fut combattue ? Par quels arguments ?

Il serait trop long de le dire ici ; mais les procès-verbaux du Comité Confédéral 22 novembre, 29 novembre et 6 décembre vous fixeront sans doute un jour prochain.

Le 6 décembre, le Comité Confédéral se trouvait devant trois propositions : une première, de la Fédération du Bâtiment, tendant à ne faire aucune réponse ; une seconde, de Luquet, comportant des restrictions importantes et l'accord de la C.G.T. et du Parti sur un texte commun de réponse ; enfin celle des Métaux. Le Comité se prononça d'abord sur la proposition à caractère préjudiciel du Bâtiment, l'adoptant par 22 voix contre 20 et 2 abstentions. Il est hors de doute que la proposition des Métaux aurait été écrasée, le 6 décembre, par une forte majorité.

Ainsi, une nouvelle fois, des appels socialistes en faveur de la paix n'auront trouvé aucun écho dans les organisations centrales françaises, ni dans la presse ouvrière de ce pays, celle-ci allant même jusqu'à refuser de les reproduire. Appels et initiatives conformes cependant à la résolution des congrès socialistes internationaux de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, qui déclare :

" Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est le devoir (aux classes ouvrières) de s'entremettre pour faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste ".

Ce devoir, Keir Hardie et l'Independent Labour Party, en Angleterre, se sont efforcés, dès le premier jour, de le remplir ; ainsi que les deux partis socialistes russe ; de même que les socialistes italiens et suisses dans leur Conférence de Lugano et le parti socialiste américain par son initiative d'un Congrès socialiste international extraordinaire.

C'est le devoir que vient de remplir Karl Liebknecht et avec lui une minorité du parti socialiste allemand par sa protestation au Reichstag, le 2 décembre :

" Une paix rapide qui n'humilie personne, pour une paix sans conquêtes, voilà, déclare-t-il, ce qu'il faut exiger. Tous les efforts dirigés dans ce sens doivent être bien accueillis. Seule, l'affirmation continue et simultanée de cette volonté, dans tous les pays belligérants, pourra arrêter le sanglant massacre avant l'épuisement complet de tous les peuples intéressés. " Seule, une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples peut

être une paix durable. C'est dans ce sens que les prolétariats de tous les pays doivent fournir, même au cours de cette guerre, un effort socialiste pour la paix ".

Il est incompréhensible, dans une certaine mesure, que les masses du peuple, trompées et excitées journalièrement par la presse, par toute la presse, aient accepté comme articles de foi toutes les déclarations gouvernementales.

Mais que les militants du syndicalisme n'aient pas montré plus de plus de clairvoyance, qu'ils n'aient pas apporté plus de sens critique à l'examen des allégations gouvernementales, qu'ils se soient laissé gagner par la fièvre de la vanité nationale, qu'ils aient perdu le souvenir des principes qui guidaient

jusqu'à maintenant leur action, voilà le plus attristant spectacle. Quand Poincaré, il y aura deux ans le mois prochain, monta à la présidence de la République, certains d'entre nous se dirent : " Nous aurons la guerre avant la fin de son septennat ". Nous l'avons eue moins de deux ans après. Cette guerre prévue, redoutée par nous, cette guerre voulue, préparée par nos politiciens de l'esprit national, c'est elle que la majorité du Comité Confédéral envisage maintenant comme une guerre de libération pour l'Europe, comme une guerre capable de porter la liberté et la République à l'Allemagne et de ruiner le militarisme universel.

Quelle illusion !

Cette guerre, dont l'attentat de Sarajevo ne fut que le prétexte, a ses sources réelles dans le duel économique anglo-allemand et dans la rivalité germano-slave.

L'alliance russe, déjà la honte de la République française, a précipité notre pays dans le gouffre.

L'alliance russe et les ambitions marocaines de nos coloniaux. Le Kaiser n'a fait qu'avancer l'heure de la conflagration européenne. Sa responsabilité en est plus lourde que celle d'aucun gouvernement ; mais celle des gouvernements français, russe et anglais n'est pas légère.

Encore n'est-il pas établi que le gouvernement français ait tout fait pour sauvegarder la paix dans la dernière semaine de juillet. Nul ne doute que la diplomatie secrète -aux méfaits tant de fois dénoncés- ait joué un rôle considérable dans la déclaration de la guerre.

Les travailleurs conscients des nations belligérantes ne peuvent accepter dans cette guerre la moindre responsabilité ; elle pèse, entière, sur les épaules des dirigeants de leurs pays. Et loin d'y découvrir des raisons de se rapprocher d'eux, ils ne peuvent qu'y retremper leur haine du capitalisme et des Etats. Il

faut aujourd'hui, il faudrait plus que jamais conserver jalousement notre indépendance, tenir résolument aux conceptions qui sont nos nôtres, qui sont notre raison d'être.

Si on les croit fausses, qu'on le dise !

Alors seulement on aura le droit de faire du nationalisme sous toutes ses formes, nationalisme politique et nationalisme économique. Mais je crains fort que nos organisations centrales, en France comme en Allemagne, C.G.T. comme Parti socialiste, Union Syndicale internationale comme Internationale socialiste, n'aient signé leur faillite. Elles venaient de se révéler trop faibles pour empêcher la guerre, après tant d'années de propagande organisatrice. Mais on pouvait encore se dire

que la faute en incombait peut-être aux masses restées à l'écart et qui n'avaient pas compris les devoirs de l'internationalisme.

Cette dernière lueur d'espoir vacille sous les paroles des militants d'un pays à l'autre. C'est au centre que le feu, c'est-à-dire la foi, a manqué.

Si l'humanité doit connaître un jour la paix et la liberté, au sein des Etats-Unis du monde, seul un socialisme plus réel et plus ardent, surgissant des désillusions présentes, trempé dans les fleuves de sang d'aujourd'hui, peut l'y mener.

Ce n'est pas, en tout cas, les armées des alliés, non plus que les vieilles organisations déshonorées qui le peuvent. C'est parce que je crois, chers camarades du Gard et du Rhône que la C.G.T. s'est déshonorée par son vote du 6 décembre, que je renonce, non sans tristesse, au mandat que vous m'aviez confié.

Lettre d'Alphonse Merrheim à Alfred Rosmer (10 mai 1915)

Saint-Nazaire, 10 mai 1915

Je suis arrivé samedi soir à Saint-Nazaire et ma réunion aux métallurgistes a eu lieu hier matin. Une cinquantaine d'auditeurs seulement, mais tous militants désireux de savoir, aucun n'approuvant la position prise par la C.G.T. De ce point de vue, j'emporte une impression meilleure que de Lyon. Mais quant à un mouvement pour la paix, il ne faut pas y compter. A part les vieux, tous sont mobilisés, et on les oblige à porter le brassard et le képi militaire même le dimanche. C'est pour cette raison, paraît-il, qu'il n'y a pas eu plus de monde à la réunion.

Ma lettre n'a pas pour but de te parler de cette réunion, mais bien plutôt de te raconter la nouvelle volte-face qui s'est produite parmi les "va-t-en-guerre" de la C.G.T. concernant les bruits de mon arrestation.

Comme je te l'avais dit, j'ai écrit à Le Guéry à ce sujet. Avant d'envoyer ma lettre, par téléphone, je priai Paradis de venir me voir pour qu'il en prenne connaissance puisque c'était à lui que Le Guéry avait annoncé la nouvelle.

En venant au bureau de la fédération, Paradis porta une communication à la *Bataille Syndicaliste* où il rencontra Le Guéry, Jouhaux, etc. Il leur dit: "Vous faites courir le bruit de l'arrestation possible de Merrheim, et voilà deux jours qu'il est rentré et pas un de vous ne lui en parle. Il va écrire à Le Guéry." Explications entre Le Guéry, Paradis, etc. Coup de téléphone de Le Guéry, me disant: "Paradis a mal compris. Je ne lui ai pas dit que tu avais failli être arrêté, mais qu'en passant outre à la censure, en envoyant deux numéros dont un complet, tu risquais d'être arrêté et que, dans ce cas, notre devoir aurait été de protester et de te défendre malgré que nous ne partagions pas ton point de vue." Je lui répondis que ce n'était pas ce que m'avais dit Paradis, que c'était même le contraire, et, ajoutai-je, je le reverrai.

Sur ces entrefaites, Paradis arrive et me dit: "Il paraît que ce n'est plus pour le journal que tu allais être arrêté, mais pour les paroles que tu as prononcées à Lyon et les ordres du jour votés. C'est du moins ce que dit maintenant Luquet, qui aurait voulu te voir."

Aussitôt, je demande l'Humanité, et Luquet me dit à peu près textuellement: "Il n'a jamais été question de ton arrestation pour le journal. J'ai dit moi-même, j'espère que tu me croiras, que ce n'était pas possible. Qu'on pouvait soit t'infliger un blâme, soit saisir le journal pour avoir passé outre à la censure et c'est tout. Je ne voudrais pas que tu croies que, parce que nous ne pensons pas comme toi, nous fassions courir des bruits comme ceux-là. Mais il a bien "été question de ton arrestation pour quelque chose de plus sérieux. J'aurais préféré te voir pour t'en causer, car c'est assez délicat à dire au téléphone.

- Mon vieux, lui dis-je, je pars demain pour Saint-Nazaire, dis toujours.

- Voici, on te reproche des paroles imprudentes, prononcées dans ton discours de Lyon, et surtout les ordres du jour votés.

J'éclatai de rire en regardant Paradis, que j'avais invité, dès le début, à prendre le second récepteur du téléphone, et je répondis à Luquet: "Je serais curieux de voir le rapport sur les paroles que j'ai prononcées à Lyon; en raison même des circonstances, je me suis surveillé et je suis trop maître de ma parole pour avoir dépassé la mesure. Je ne suis pas assez bête pour me faire poursuivre actuellement pour des paroles prononcées en réunion publique, il y a mieux à faire. Quant aux ordres du jour, je sais ce qu'il y a dedans et je défie bien qui que ce soit de me poursuivre pour ce qu'ils disent. Je les tiens d'ailleurs à la disposition de qui les voudra."

Luquet me répondit en m'assurant qu'il y avait eu quelque chose. "Je ne peux pas te dire qui me l'a dit par téléphone, mais soit certain qu'il y a eu quelque chose, je te l'affirme. Le gouvernement a laissé passer l'affaire, espérant que le gouvernement militaire de Lyon ne poursuivra pas, et parce que ton arrestation, au point de vue international, soulèverait une trop grosse émotion (ou: aurait une trop grande répercussion) " - c'est l'une de ces deux phrases qu'il a dites. Je répétai à Luquet ce que je dis plus haut concernant la réunion de Lyon et j'ajoutai: "Je dors bien tranquille sur mes deux oreilles. La vérité, la voici: Dumont, du *Petit Parisien*, est venu chez moi dimanche, à midi, annoncer à ma femme que j'allais être

arrêté. Ce sont des bruits d'arrestation qu'on a ensuite colportés. Je suis fixé et l'incident est clos." Mon Luquet fut un peu estomaqué et ne répondit rien tout de suite; puis, après une nouvelle protestation de sa bonne foi, je lui répétais: "L'incident est clos, et au revoir". Depuis, j'ai réfléchi; je suis persuadé que les deux bruits d'arrestation n'ont aucun rapport entre eux et sont deux exacts.

Le premier a été mis en circulation par Dumont, du *Petit Parisien*, - décidément, c'est bien l'individu suspect que j'ai toujours supposé et dont je me suis toujours méfié, - et repris, donné comme certain par Le Guéry, qui mieux informé, fait volte-face.

Le second a son origine dans les deux ordres du jour votés à Lyon et qui ont été envoyés à la *Bataille Syndicaliste*. Voici sur quoi je base mon raisonnement.

A la réunion de Lyon, pendant que je parlais, le secrétaire de l'Union et la camarade qui présidait rédigeaient, au crayon, chacun un ordre du jour. Le premier avait un caractère général; le second était destiné plus spécialement aux femmes. Ce sont ces deux ordres du jour qui furent lus à la réunion. Celle-ci terminée, il fut convenu que je remettrais ces ordres du jour au net, en les précisant et en leur donnant bien un caractère de protestation contre la guerre et de sympathie aux travailleurs de toutes les nations. Je le fis le lundi avec Bécirard. Le soir, ce dernier en donna lecture à la Commission exécutive de l'Union dont font partie les deux camarades auteurs des ordres du jour. Ces derniers déclarèrent que c'était bien là le caractère qu'ils avaient voulu leur donner et, le lendemain, Bécirard les envoya à la *Bataille Syndicaliste*. Celle-ci, comme c'est son habitude, les porta à la censure avant de les faire composer, avec le compte rendu de la réunion que la *B.S.* a publié hier seulement, 9 mai. De la censure, ils sont allés - comme l'*Union des Métaux* - à la présidence du Conseil. Discussion et question de mon arrestation, à laquelle Guesde et Sembat auront dû s'opposer, trouvant tout de même, peut-être, que le morceau serait dur à faire avaler. Et si je suppose cela, c'est en raison de ce que dit Luquet: "Le gouvernement a laissé passer l'affaire, espérant que le gouvernement militaire de Lyon ne poursuivrait pas." Or, ce dernier ne peut poursuivre des ordres du jour qu'il ignore, car ceux lus et votés à la réunion ne contenaient rien de précis. Ils ne furent pas envoyés à la presse locale parce qu'elle n'avait pas voulu annoncer la réunion. Quant à mon discours, aucun mot ne peut donner lieu à poursuite, à moins de me faire dire des paroles que je n'ai pas prononcées. Ce qui me confirme dans ce raisonnement, c'est qu'avant de quitter Paris une personnalité bien placée m'a averti discrètement qu'un ordre avait été donné aux facteurs de remettre aux receveurs des bureaux de poste relevant de mon quartier toute ma correspondance avant distribution. Je saurai avant peu depuis quelle date s'exerce cette surveillance et je ne m'étonne plus que qui tu sais n'a pas répondu à ma lettre et peut-être bien que la mienne ne lui est pas parvenue.

J'ai écrit pour avoir les originaux des ordres du jour écrits au crayon, si toutefois ils ont été conservés. J'ai remis à Paradis ma lettre pour Le Guéry, car Paradis, quand j'eus fini de téléphoner à Luquet, m'a dit: "Il n'a jamais été question de ta réunion à Lyon; on m'a toujours parlé de l'*Union des Métaux* quand on parlait de ton arrestation. Je n'y comprend plus rien."

Je vais donc pousser tous ces gens-là jusqu'au bout, afin de démasquer une fois de plus leurs manœuvres. L'*Union des Métaux* a été le pavé dans la mare où barbotent ces tristes individus; les bruits d'arrestation qu'ils ont colportés, ramassés de la bouche même de Dumont, du *Petit Parisien*, n'avaient qu'un but: faire peur à ceux qui voudraient nous aider. C'est, en résumé, les mêmes manœuvres, faites par les mêmes gens, qui ont eu lieu dans la semaine qui a précédé la guerre. Quelle lâcheté !

Voilà, mon cher Rosmer, ce que je tenais à t'écrire aujourd'hui. Ce matin, de bonne heure, je suis allé sur le port voir les prisonniers allemands, non par curiosité, mais parce que j'aurais voulu pouvoir causer avec eux. Seulement, c'était impossible, ils sont bien gardés. Mais j'ai pu m'entretenir avec un militant qui travaille avec eux. Leur état d'esprit, me dit-il, peut s'examiner sous trois aspects différents: une minorité qui s'en fout et n'a qu'un but, se mettre à la disposition de qui veut leur payer à boire, ils diront blanc ou noir, ce qu'on veut, la quantité de boisson étant le baromètre de leur pensée. D'autres, pour un tiers, ont la nostalgie de leur pays. Ceux-là, rien ne les satisfait, ils ne cessent de se plaindre et de gémir. Les troisièmes, la majorité, ont conservé un moral excellent. Ils reconnaissent qu'ils sont bien traités, bien nourris et disent que la vie est supportable. Leur plus grande souffrance est de ne pas avoir de journaux allemands. Mais, me disait mon camarade, tous, en général, discutent avec une grande force de raisonnement les causes de la guerre. Ils les voient, les précisent par des faits, des dates, dans la rivalité économique de l'Allemagne et de

l'Angleterre. Quelques-uns ont demandé des journaux socialistes français, bien qu'ils ne parlent pas le français, mais arrivent à le lire. Enfin, rien ne peut ébranler leur conviction que l'Allemagne ne sera pas vaincue. C'est là, vraiment, une force de caractère étonnante. D'autre part, deux fois ils ont refusé nettement de travailler. La première, parce que quelques imbéciles les avaient insultés et leur avaient craché au visage quand on les reconduisait de leur travail à leur casernement. Ils ont exigé qu'on leur garantisse qu'ils seront respectés avant de consentir à travailler de nouveau. La seconde fois, parce qu'on les obligeait à décharger du charbon sans leur donner de quoi se nettoyer, savon, etc. Pour ce fait, 85 d'entre eux sont en prévention de conseil de guerre et vont être expédiés au Maroc. Le même camarade me disait que sur la question de leur dignité ils étaient intraitables et il ajoutait: ils ont raison, car autrement on les malmènerait. En général, ils sont vus sympathiquement par la population et par les dockers qui travaillent avec eux. Je ne te parle pas des bas salaires, embusqués, etc.; ça fleurit ici comme partout.

Je sais tout

M. Léon JOUHAUX, secrétaire de la C.G.T.

« En face de l'Allemagne caporalisée, conduisons la guerre jusqu'à la victoire »

La voix de M. Léon Jouhaux représentera, dans cette enquête, la voix de tous les groupements syndicalistes, de la masse ouvrière qui paie si largement de son sang son tribut à la défense nationale. M. Léon Jouhaux, secrétaire de la Confédération générale du travail, est de ceux qui, les premiers, ont prêché que le salut de la civilisation dépendait d'une victoire française, et qu'au nom même des principes qui font de lui l'irréductible ennemi de la guerre, il fallait lutter jusqu'à la défaite du militarisme allemand. Voici, selon lui et sous sa responsabilité, les avantages que la classe ouvrière devrait retirer d'une paix décisive, et l'idéal qui la guide dans la mêlée sanglante :

En face de l'Allemagne caporalisée qui représente, à l'heure actuelle, tout ce que nous détestons, il n'y a qu'une attitude possible: puisque la lutte nous a été imposée, il est nécessaire de la conduire jusqu'à ce que nous ayons la victoire. C'est l'intérêt de l'humanité; c'est l'intérêt de l'Allemagne même. Ce que nous espérons obtenir dans la paix passée, nous ne l'obtiendrons, dans la paix future, que si le droit triomphe.

La classe ouvrière défend son idéal.

La classe ouvrière sait qu'elle défend encore la cause de la paix, de la justice internationale, en s'opposant, par la force armée, à la victoire des empires du centre, qu'elle ne trahit pas sa doctrine. Muette et disciplinée, elle combat pour assurer au monde un avenir heureux, et pour préparer le succès de ses propres revendications. Le développement industriel et commercial qui doit suivre la paix et permettre aux peuples de réparer les désastres subis ne pourra s'opérer que par son effort, comme le territoire ne peut être libéré que par ses sacrifices. Ces sacrifices et cet effort, nous les consentons; la France vivra et se relèvera grâce à nous, mais il faudra qu'à la cessation des hostilités, la bourgeoisie se rende compte de nos besoins qu'elle ne nous marchandé pas les satisfactions.

Les travailleurs ne reviendront pas de la bataille, indifférents ou résignés „ ils voudront que la victoire qu'ils auront conquise se signale par des réformes collectives et que l'égoïsme patronal cède devant les manifestations d'action de leur solidarité de classe; ils voudront que l'on fasse justice des procédés dont les dirigeants usent à leur égard et qu'on réprime tous les abus de la puissance financière. Nous espérons de la situation actuelle voir surgir une amélioration des relations sociales, de classe à classe, mais elle ne pourra s'obtenir que par une amélioration du bien-être ouvrier et par une compréhension exacte de la nécessité de l'organisation.

Faisons respecter notre intérêt social.

Tel est l'avantage que nous souhaitons retirer des sacrifices consentis à la défense nationale. Au moment où la situation économique de la France se transformera, où les échanges et les transactions deviendront plus actifs, où les destinées industrielles et commerciales du pays prendront un nouvel essor, nous demanderons que la distribution des richesses nouvelles se fasse d'une manière plus équitable que par le passé; afin d'obtenir ce résultat, nous aurons besoin de consolider encore notre organisation et de pouvoir opposer, en toute indépendance, à la farce capitaliste la force syndicaliste. Nous savons que nous ne parviendrons pas autrement à faire respecter nos intérêts.

Du triomphe de la France républicaine, révolutionnaire, nous attendons donc pour nous, comme pour le prolétariat universel, une ère de liberté indiscutée et la possibilité de fournir au monde l'exemple d'une nation où la richesse individuelle n'écrase plus la misère collective.

En terminant cette enquête, signalons que tous ceux que nous avons décidé d'interroger ont mis le plus vif empressement à nous accorder leur concours; nous tenons à les remercier et nous en concluons que nous n'avons pas entrepris une besogne inutile. D. S.

Source: Bibliothèque nationale de France.

Conférence nationale de la C.G.T.

Circulaire de convocation

Paris, le 30 juillet 1915.

Camarades,

La Conférence nationale des Fédérations, des Unions et des Bourses du Travail, est définitivement fixée au 15 août 1915. Elle se tiendra Grande Salle de l'Union des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles.

La vérification des mandats aura lieu, le matin, à partir de huit heures.

Nous demandons aux organisations de nous adresser, autant que possible, leur mandat avant le 15 août, pour que l'on ne perde pas un temps précieux à une vérification qui pourrait être faite la veille, par des membres du Comité confédéral.

La représentation est fixée à deux membres par organisation.

L'ordre du jour, sur lequel les organisations doivent mandater leurs délégués, reste :

« Examen de la situation générale créée aux Syndicats par l'état de guerre. Attitude à observer. »

Il y aura deux séances, une le matin, une l'après-midi. La séance du matin pourra commencer à neuf heures et demie, si les délégués sont diligents. Etant donné l'exiguïté du temps, nous espérons que tous seront exacts.

Nous rappelons qu'il est indispensable que chacun fasse effort pour faire de cette Conférence une manifestation de vie et de puissance qui prouve que le Syndicalisme reste debout, malgré la terrible calamité que nous traversons.

Comptant sur le raisonnement et la perspicacité de tous, recevez, camarades, notre salut fraternel et syndicaliste.

Les Trésoriers,
CH. MARCK, CALVEYRACH

Le Secrétaire,
L. JOUHAUX.

Motion Jouhaux

La Conférence nationale des Fédérations corporatives, des Unions des Syndicats, des Bourses du Travail, tenue à la Maison des Syndicats, le 15 août 1915 :

Rappelle que son opposition à la guerre s'est affirmée en toute circonstance dans l'action de la C.G.T., à l'occasion de sa propagande dans le pays comme dans ses rapports avec l'extérieur ;

Qu'en 1900-1901, au lendemain de Fachoda, qui vit se heurter la politique coloniale de la France à celle de l'Angleterre, heurt qui faillit dégénérer en un conflit guerrier, la C.G.T. se prêta à des manifestations qui eurent lieu à Paris et à Londres, en vue de rapprocher les prolétaires des deux pays ;

Qu'en 1906, la C.G.T., au lendemain de Tanger, a cherché à établir avec le prolétariat allemand une communauté d'action afin de créer une opposition à une guerre franco-allemande au sujet du Maroc ;

Qu'en 1911, la C.G.T. s'est rendue à Berlin, sur appel des organisations ouvrières allemandes, dans l'unique but de travailler à une collaboration pacifique des deux peuples dans l'œuvre du progrès humain ;

Que dans ces diverses occasions, comme au cours de sa propagande, elle n'a eu comme préoccupation que de former dans l'esprit public une atmosphère de paix ;

Que, dans l'intérieur du pays comme à l'extérieur, elle a toujours tendu à affaiblir la force du militarisme de conquête, instrument guerrier considéré par l'Internationale comme l'ennemi de tout mouvement ouvrier ;

Qu'ainsi elle a participé pour une large part à la formation d'une opinion nationale hostile à toute provocation et à toute guerre ;

Qu'en agissant de la sorte, elle a rendu impossible toute agression française contre un pays quel qu'il fut et que, par là, elle s'inspirait des véritables sentiments internationalistes, qui

considèrent tout peuple comme une agglomération humaine dont l'action et le concours sont indispensables à l'œuvre d'émancipation sociale, base de la C.G.T. ;
Que, dans ces conditions, elle a la conviction d'avoir en tous temps et en tous lieux agi en conformité des principes constitutifs de l'Internationale ;
Que conséquemment, elle est prête, demain, à affronter le verdict des prolétariats des autres pays.

Par là, la C.G.T. affirme à la fois son amour de l'entente entre les peuples et son désir de voir se rétablir la paix, pour le maintien de laquelle elle a conscience d'avoir tout fait.

La Conférence désapprouvant toute politique de conquête, fait appel au prolétariat international pour que la paix, prix de tant de sacrifices et de tant d'horreurs, soit le triomphe définitif du droit sur la force ;

Que ces garanties acceptées pour tous les pays : « recours à l'arbitrage obligatoire, suppression de la diplomatie secrète, fin des armements à outrance », surgisse la possibilité de la constitution de la Fédération des Nations, assurant à tous les peuples le droit de disposer librement d'eux-mêmes et sauvegardant l'indépendance de toutes les nationalités.

La Conférence, dans le but d'affirmer avec force et efficacité le point de vue précité, demande instamment à tous les prolétariats organisés, d'accepter la proposition de l'American Federation of Labor, pour la tenue d'un Congrès international, aux mêmes lieu et date auxquels se tiendrait la Conférence des diplomates pour la fixation des conditions de la paix.

Motion Merrheim et Bourderon

La Conférence nationale des organisations syndicales françaises : Bourses du travail, Union départementales de syndicats, Fédérations nationales corporatives et d'industries, tenue à Paris le 15 août 1915 :

Affirme qu'il est du devoir, après un an de carnage le plus épouvantable et le plus atroce que les hommes aient connu, de déterminer nettement l'action présente et future des organisations syndicales française vis-à-vis de la guerre et de ses conséquences.

La Conférence déclare :

CETTE GUERRE N'EST PAS NOTRE GUERRE !

Guerre de races : Latins contre Germains et germains contre Slaves ! clament d'aucuns. La Conférence s'élève contre une telle affirmation. Elle la condamne de toute son énergie comme criminelle et néfaste au développement et à l'unité morale et matérielle de l'Internationale ouvrière.

On prétend que cette guerre est faite pour libérer les nations opprimées ; mais, chaque gouvernement, comme ceux qui oppriment leur pensée, prétend apporter aux peuples opprimés antérieurement à la guerre la libération définitive.

C'est contre cette prétention que s'élève la conférence. Elle estime que les Etats belligérants, par cela même qu'ils représentent la société capitaliste, sont impuissants à résoudre ce problème.

Elle rappelle que, conformément aux traditions et aux principes syndicalistes, seule la « *lutte des classes* », par la victoire du prolétariat, dans chacun des pays opprimés, pourra apporter aux peuples soumis à l'exploitation économique du patronat moderne une libération qui ne sera pas une duperie.

Tandis que la guerre ne peut qu'asservir davantage les travailleurs, surexciter les haines internationales, rendre illusoirs leurs espérances les plus humaines et les plus nobles, au plus grand profit du capitalisme et que, pendant que les masses laborieuses se saignent et périssent, pendant que la petite propriété se voit condamner à la ruine, la bourgeoisie capitaliste, dans tous les domaines, profite de la guerre pour accumuler les richesses par la spéculation.

C'est pourquoi la Conférence répète :

CETTE GUERRE N'EST PAS NOTRE GUERRE !

Loin d'être exclusivement, comme on ne cesse de nous le clamer, la guerre de l'impérialisme germanique contre l'Europe, elle n'est que le résultat du choc de tous les *impérialismes nationaux* qui ont intoxiqué tous les Etats, grands et petits, et qui ont pris naissance dans les ambitions démesurées, essentiellement égoïstes, des classes dirigeantes. Devant le gouffre effroyable ouvert par la guerre, tous les gouvernements en rejettent les uns sur les autres la responsabilité immédiate. Mais, s'il apparaît présentement que c'est l'Autriche et l'Allemagne qui sont les agresseurs immédiats, tant recherchés, la Conférence

ne peut oublier que la guerre est l'aboutissant des conflits politico-économiques, qui mûrissaient depuis longtemps au sein de la société capitaliste et dont chaque *Etat belligérant* a sa part écrasante de *responsabilité directe* : la France, en se lançant dans l'*aventure marocaine* ; l'Italie, en faisant la *conquête tripolitaine* ; l'Autriche-Hongrie, en se jetant sur les *marchés balkaniques* ; la Russie, en poursuivant son rêve séculaire de *conquête de Constantinople* ; l'Allemagne et l'Angleterre, par leur permanent conflit *industriel et commercial* :

« TANTÔT SOURD, TANTOT AIGU, TOUJOURS PROFOND ET REDOUTABLE », ainsi que le dénonçait éloquemment Jaurès à l'Europe ouvrière le 18 novembre 1909.

La Conférence est convaincue que l'histoire démontrera, un jour prochain, que toutes les convoitises de ces nations n'avaient qu'un objectif : *satisfaire les appétits de chacun de leur impérialisme national respectif*.

Elle dira que les deux dernières guerres balkaniques furent les conséquences de cette politique de convoitise, et pourquoi, à la conclusion de ces guerres, la Conférence des Ambassadeurs de la Triple Entente et de la Triple Alliance, réunie à Londres, n'a pu trouver les bases d'un accord qui aurait été la garantie certaine de la paix européenne.

Politique criminelle, reconnue et avouée le 30 juillet 1914 – quand il était trop tard – par le ministre des Affaires étrangères anglais, Sir Edward Grey, écrivant à son ambassadeur, Sir E. Goschen :

« Si la paix de l'Europe ne peut être maintenue, et la crise actuelle évitée, mes propres efforts tendront à combiner quelque arrangement auquel l'Allemagne puisse participer et au moyen duquel elle ait la garantie que nulle politique agressive ou hostile sera poursuivie contre elle ou ses alliés, par la France, la Russie et par nous-même, de concert ou séparément. »

La Conférence enregistre ces paroles de Sir E. Grey et en tire la conclusion que, si l'on avait voulu sincèrement, un *pacte* entre les Etats belligérants était possible et la guerre évitée. C'est donc, indéniablement, par la faute de tous les gouvernements que, depuis plus d'un an, le sang des travailleurs coule à torrents. Sur les fronts multiples, où le fléau exerce ses ravages, *quatre millions de cadavres* sont couchés et encore plus de blessés, d'estropiés, de mutilés. Partout des ruines s'amoncellent sur des ruines. Partout des foyers dévastés, des veuves et des orphelins en nombre incalculable s'augmentant effroyablement chaque jour. Tout atteste l'horreur de cette conflagration dans laquelle chacun des camps belligérants s'efforce d'y faire entrer d'autres nations.

Jamais aucune conquête, aucun butin, aucune victoire, aucune contribution de guerre ne pourra compenser toutes ces souffrances morales et matérielles, ni réparer les destructions, les pertes incommensurables déjà faites. Et, après la guerre, c'est encore le prolétariat des villes et des champs qui portera le *fardeau immense* de la liquidation de cette guerre criminelle.

Au moment où, dans tous les pays, toute pensée humaine est bannie ; au moment où la haine dirige et conduit aveuglément les peuples vers leur extermination, la Confédération nationale des organisations syndicales françaises adresse un suprême appel à la conscience, à la raison des travailleurs français et à l'Internationale tout entière en leur criant :

C'EN EST ASSEZ !

Assez de cadavres ! C'est déjà trop, beaucoup trop que l'Internationale ouvrière syndicale ait supporté la honte ineffaçable d'une année de carnage sans protester. Après une année de guerre, les gouvernants de tous les pays sont acculés dans une impasse qu'aucun ne voudrait avouer. En désespoir de cause, chaque camp belligérant compte sur l'épuisement de l'autre et on a inventé le terme de « *guerre d'usure* », comme si l'épuisement des uns ne comportait pas l'épuisement des autres.

La Conférence rejette cette formule dont la réalisation conduirait à la *saignée* complète de l'Europe par l'extermination des forces vives de tous les pays en guerre.

Elle demande à tous ceux que la haine stupide n'aveugle pas, et ayant conservé leur foi en une humanité fraternelle, d'ouvrir les yeux sur cette situation.

La Conférence estime que la C.G.T. a trop ignoré les efforts vers la paix de la minorité socialiste d'Allemagne, de l'Indépendant Labour Party d'Angleterre, du Parti socialiste italien et de la majorité des socialistes russes, ainsi que l'opposition à la guerre des partis socialistes balkaniques invitant encore tout récemment :

« Les organisations socialistes des Balkans à entreprendre une active propagande en faveur de la paix. »

Pour ces raisons, la Conférence décide que la C.G.T. devra participer à toute action prolétarienne pour la paix ayant pour bases principales :

- 1° La libération des territoires envahis, y compris la Belgique ;
- 2° Pas d'annexion sans consultation des populations intéressées ;
- 3° L'indépendance politique et économique de chaque nation ;
- 4° Le désarmement ;
- 5° L'arbitrage obligatoire.

D'autre part, la Conférence considère que la vie économique des nations modernes s'internationalise de plus en plus ; que ce n'est pas la guerre économique entre nations, mais un régime de conventions libres, par des concessions réciproques, qui peut créer les conditions les plus favorables pour l'évolution de la lutte économique du prolétariat mondial. Elle considère que cette attitude rendra plus efficace, plus vigoureuse, plus audacieuse, l'action des minorités qui, dans les autres nations, et notamment en Allemagne, agissent dans ce sens et qu'elle stimulera l'activité salutaire de l'Internationale ouvrière.

Elle réclame la discussion immédiate des conditions de la paix.

Elle dénonce l'*union sacrée* qui, dans tous les pays, a été le plus sûr moyen de ligoter la partie la plus saine et la plus consciente du prolétariat et réclame le rétablissement des libertés syndicales, de la liberté de la presse et des réunions, etc.

La Conférence déclare qu'à aucun moment la C.G.T. ne devrait renoncer à son objectif principal, sa raison d'être : *la lutte des classes*.

Quelles que soient les conditions extérieures dans lesquelles se trouve le pays, oublier cette tâche, c'est abdiquer, sacrifier la liberté et les droits des travailleurs au seul profit des capitalistes.

Elle demande à la classe ouvrière organisée de montrer qu'elle restera invinciblement attachée à l'Internationale.

Elle considère qu'ayant été impuissante à empêcher la guerre, il est encore, quand même, du devoir de la C.G.T. de travailler de toutes ses forces à une rapide conclusion de la paix.

Courrier des Fédérations des Métaux et du Tonneau sur le vote

*Aux Bourses du Travail,
Aux Unions Départementales,
Aux Fédérations,*

Vous avez pu constater que les journaux qui ont parlé de la Conférence des Bourses, Unions et Fédérations, du 15 août, se sont bornés à reproduire le texte de la résolution adoptée par la Conférence.

Ils n'ont pas indiqué les conditions dans lesquelles le vote a eu lieu. Ils n'ont pas donné non plus les chiffres du scrutin.

Trois résolutions avaient été déposées. Mais, après discussion, deux seulement restèrent en présence : celle que les journaux ont publiée et celle dont vous trouverez ci-inclus le texte.

La première obtint 79 voix, et voici les organisations qui votèrent pour :

FEDERATIONS

- 1 Agricoles du Midi
- 2 Ameublement
- 3 Bâtiment
- 4 Chemins de fer
- 5 Coiffeurs
- 6 Eclairage
- 7 Employés
- 8 Habillement
- 9 Horticoles
- 10 Inscrits maritimes
- 11 Poudreries, Raffineries
- 12 Ouvriers des P.T.T.
- 13 Sciage mécanique
- 14 Services de santé
- 15 Sous-sol
- 16 Textile
- 17 Travailleurs municipaux

- 18 Vignerons de la Marne
- 19 Alimentation
- 20 Allumettiers
- 21 Bijouterie
- 22 Ports et Docks
- 23 Préparateurs en Pharmacie
- 24 Transports

Abstentions :

- 1. Blanchisseurs ; 2. Magasins administratifs de la Guerre ; 3. le Livre (ne vote pas).

UNIONS DEPARTEMENTALES

- 1 Aude
- 2 Charente-Inférieure
- 3 Côte-d'Or
- 4 Dordogne
- 5 Ille-et-Vilaine
- 6 Loiret
- 7 Maine-et-Loire
- 8 Morbihan
- 9 Nièvre
- 10 Nord
- 11 Orne
- 12 Saône-et-Loire
- 13 Sarthe
- 14 Seine
- 15 Seine-et-Oise
- 16 Somme
- 17 Aube
- 18 Cher
- 19 Puy-de-Dôme

Abstentions :

- 1. Vienne ; 2. Calvados ; 3. Gironde.

BOURSES DU TRAVAIL

Alais, Albi, Amiens, Arles, Béziers, Boulogne-sur-Mer, Bourges, Castres, Douai, Elbeuf, Epernay, Fougères, Halluin, Melun, Narbonne, Reims, Rennes, Roanne, Rouen, Romilly-sur-Seine, Roubaix, Saumur, Saint-Nazaire, Tourcoing, Vichy, Abbeville, Agen, Dunkerque, Lille, Montluçon, La Pallice, Versailles, Valenciennes, Saint-malo, Rochefort, Lorient.

Abstentions :

- 1. Angoulême ; 2. Cognac ; 3. Niort.

(Pour Alger : Lettre de la Bourse parvenue le 17 août, désignant Tendéro.)

La seconde – la nôtre – 27 voix². Il y eut 9 abstentions.

Nous estimons que ces détails doivent être connus de la classe ouvrière, comme aussi le texte d'une résolution qui exprime la pensée d'une importante minorité des organisations représentées à la Conférence.

LA FEDERATION DES METAUX.
LA FEDERATION DU TONNEAU.

Source: Procès verbal. Bibliothèque nationale de France.

² Soit :

FEDERATIONS : Céramique, Chapellerie, Syndicat du Spectacle, Brossiers-Tabletters, Cuirs et Peaux, Instituteurs, Métaux, Tonneau.

UNIONS DEPARTEMENTALES : Ain, Gard, Indre, Loire, Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin, Rhône, Vaucluse, Haute-Vienne, Bouches-du-Rhône, Indre-et-Loire, Haute-Savoie.

BOURSES DU TRAVAIL : Aix, Marseille, Rive-de-Gier, Firminy, Nîmes, Romans, Alger. (*d'après Rosmer*)

Louis Bouët Impressions d'un délégué

J'étais à la Conférence confédérale du 15 août 1915, au titre de délégué suppléant de l'Union des Syndicats de Maine-et-Loire, en désaccord pour la première fois avec le délégué titulaire, Bahonneau, secrétaire de l'Union, influencé par Jouhaux qui venait assez souvent à Angers-Trélazé. C'est Lorient qui est intervenu au nom de la Fédération de l'Enseignement, plus en socialiste qu'en syndicaliste car il avait assez peu milité dans les syndicats, et il se trouvait pris de court, défendant une cause qui était la sienne depuis la veille au soir seulement. Nous réagîmes avec vigueur lorsque Luquet (des Coiffeurs), qui présidait, traita notre camarade d'Aliboron à cause de sa manière "d'enseigner l'histoire" ! Lorient venait de rappeler les congrès socialistes et les résolutions contre la guerre.

Des autres interventions, je me rappelle celles de Frossard, sur une question de procédure et dans notre sens; de Bourderon, difficile à suivre avec ses phrases restant en route, emberlificotées, mais s'affirmant tout de même avec nous pour finir; de Péricat, un peu filandreur lui aussi, nettement pacifiste néanmoins; de Merrheim (que j'entendais pour la première fois) qui fit certes la meilleure intervention, situant dès ce moment-là les responsabilités de Poincaré, celles de l'Angleterre, se prononçant pour la reprise des relations internationales entre socialistes.

Pour la première fois sans doute, Jouhaux, dans son discours, parla de "réalisations" (!?) qu'il opposait à l'"agitation vaine". Keufer et Saint-venant parlèrent aussi pour la continuation du massacre, ce dernier se basant sur les malheurs de la population du Nord envahi.

Je me souviens, lors du vote, des exclamations qui accueillirent Chasles (Union d'Indre-et-Loire) votant avec nous parce qu'il y avait à Tours un bon noyau de pacifistes: "L'imbécile, disait-on au pied de la tribune, il est en sursis d'appel !" Il l'était en effet, au titre de je ne sais plus quelle coopérative. Je le revis un peu plus tard; il était complètement retourné...

La veille, nous avions tenu notre Congrès fédéral dans la petite salle de la rue de la Grange-aux-Belles. Toute la journée, nous avions discuté avec Hélène Brion et Lorient, qui sortaient les clichés courants de la guerre du droit, de la justice, de la barbarie allemande, etc. J'avais avec moi, pour les combattre, Lafosse, Marie Guillot, Marie Mayoux, Raffin (du Rhône), etc. Le soir, nous battions, à une forte majorité, les jusqu'aboutistes de notre Bureau fédéral : Hélène Brion, secrétaire par intérim, et Lorient, trésorier. Aussitôt après le vote, Hélène Brion déclara en substance: "je m'incline devant la majorité, et j'appliquerai fidèlement les décisions du congrès en faveur de la propagande pacifiste." Elle tint en tous points sa promesse, se classant dès ce jour dans la minorité du Comité confédéral.

Lorient fit une déclaration dans le même sens. "Je m'incline également, dit-il, devant la majorité, et, si vous m'y autorisez, je défendrai le point de vue de notre Fédération demain, devant la Conférence. Le fait aura d'autant plus d'importance que j'étais jusqu'à maintenant avec la majorité du Parti et avec l'état-major confédéral." Nous acceptâmes, non sans quelque hésitation, nous réservant d'intervenir si cela devenait nécessaire; mais il n'y eut rien à redire à l'attitude de Lorient, ni ce jour-là ni plus tard.

*

**

En ce qui concerne la Fédération et l'*Ecole Emancipée*, mes souvenirs sont très précis. Dans les trois premiers numéros de la revue (octobre 1914), on avait publié successivement des articles de Rebeyrol (de la Gironde), de James Guillaume et de Laisant, que nous considérions comme l'anéantissement de notre œuvre. L'article de Lorient (à part une ou deux phrases, celles que Renaudel lui rappelait par la suite) était plus acceptable. Ce n'était pas pour cette besogne que nous faisons vivre l'*Ecole Emancipée*, rédigeant la "Vie scolaire" à quelques-uns. Nous avons aussitôt, ma femme et moi, envoyé une réponse un peu vive, rappelant à Laisant et à James Guillaume leur passé, déclarant que nous ne les comprenions plus, et que nos chemins seraient désormais divergents.

Quelques jours plus tard, Lafosse nous écrivait que nous n'étions pas les seuls à protester, que d'autres, et notamment Marie Guillot et les Mayoux, je crois, avaient écrit également, mais que les épreuves soumises à la censure avaient indigné l'autorité militaire qui suspendait la revue... et le numéro ne parut pas ! Lafosse ajoutait que Audoye et lui s'employaient à faire paraître la revue sous un autre titre, mais que notre son de cloche ne

serait jamais admis par la censure. Je répondis sans délai: "Si nos articles ne peuvent paraître, supprimez les articles guerriers." Ainsi fut fait... Les premiers numéros de *l'Ecole*, puis de *l'Ecole de la Fédération*, étaient réduits à la "partie scolaire" où l'on supprimait jusqu'aux extraits de *La Bruyère*, de Victor Hugo ou de Maupassant contre la guerre. Nous nous sommes pourtant enhardis peu à peu à refaire une "partie pédagogique", puis "corporative", puis "sociale", mais jamais le son de cloche belliciste ne se fit entendre désormais. Et dès 1916, notre premier désaccord avec Mayoux est venu de là: il voulait la liberté absolue, même au risque de travailler exclusivement pour la guerre.

Source: A. Rosmer/ *Le mouvement ouvrier pendant la guerre* (1936) (p. 359-361)

Déclaration commune aux socialistes et syndicalistes français et allemands (Zimmerwald, 1915)

Après un an de massacre, le caractère nettement impérialiste de la guerre s'est de plus en plus affirmé ; c'est la preuve qu'elle a ses causes dans la politique impérialiste et coloniale de tous les gouvernements, qui resteront responsables du déchaînement de ce carnage.

Les masses populaires furent entraînées dans cette guerre par l' "Union sacrée", constituée dans tous les pays par les profiteurs du régime capitaliste, qui lui ont donné le caractère d'une lutte de races, de défense des droits respectifs et des libertés. C'est sous l'impulsion de ces sentiments que, dans chaque pays, une très grande partie des forces ouvrières d'opposition ont été submergées par le nationalisme et, depuis, une presse aux ordres du pouvoir n'a cessé d'en accentuer le caractère.

Aujourd'hui, les chauvins de chaque nation assignent à cette guerre un but de conquête par l'annexion de provinces ou de territoires ; ces prétentions, si elles se réalisaient, seraient des causes de guerre future.

En opposition à ces ambitions, des minorités résolues se sont dressées dans toutes les nations, s'efforçant de remplir les devoirs affirmés dans les résolutions des Congrès socialistes internationaux de Stuttgart, Copenhague et Bâle. Il leur appartient, aujourd'hui plus que jamais, de s'opposer à ces prétentions annexionnistes et de hâter la fin de cette guerre, qui a déjà causé la perte de tant de millions de vies humaines, fait tant de mutilés et provoqué des misères si intenses parmi les travailleurs de tous les pays.

C'est pourquoi nous, socialistes et syndicalistes allemands et français, nous affirmons que cette guerre n'est pas notre guerre !

Que nous réprouvons de toute notre énergie la violation de la neutralité de la Belgique, solennellement garantie par les conventions internationales admises par tous les États belligérants. Nous demandons et ne cesserons de demander qu'elle soit rétablie dans toute son intégralité et son indépendance. Nous déclarons que nous voulons la fin de cette guerre par une paix prochaine, établie sur des conditions qui n'oppriment aucun peuple, aucune nation ;

Que nous ne consentirons jamais à ce que nos gouvernements respectifs se prévalent de conquêtes qui porteraient fatalement dans leur sein les germes d'une nouvelle guerre ;

Que nous œuvrerons, dans nos pays respectifs, pour une paix qui dissipera les haines entre nations, en donnant aux peuples des possibilités de travailler en commun.

Une telle paix n'est possible, à nos yeux, qu'en condamnant toute idée, toute violation des droits et des libertés d'un peuple. L'occupation de pays entiers ou de provinces ne doit pas aboutir à une annexion. Nous disons donc : Pas d'annexions, effectives ou masquées ! Pas d'incorporations économiques forcées, imposées, qui deviendraient encore plus intolérables par le fait consécutif de la spoliation des droits politiques des intéressés !

Nous disons que le droit des populations de disposer de leur sort doit être rigoureusement observé.

Nous prenons l'engagement formel d'agir inlassablement dans ce sens, dans nos pays respectifs, pour que le mouvement pour la paix devienne assez fort pour imposer à nos gouvernants la cessation de cette tuerie.

En dénonçant l' "Union sacrée", en restant fermement attachés à la lutte de classe, qui sert de base à la constitution de l'Internationale socialiste, nous, socialistes et syndicalistes allemands et français, puiserons la fermeté de lutter parmi nos nationaux contre cette affreuse calamité et pour la fin des hostilités qui ont déshonoré l'humanité.

Pour la délégation française : Alphonse MERRHEIM, secrétaire de la Fédération des Métaux ; Albert BOURDERON, secrétaire de la Fédération du Tonneau.

Pour la délégation allemande : Adolf HOFFMANN, député au Landtag prussien ; Georg LEDEBOUR, député au Reichstag.

Lettre aux abonnés de la V.O., par Alfred Rosmer (1er novembre 1915)

Paris, 1er novembre 1915

Quand on est resté quinze mois sans donner de nouvelles on a tant de choses à dire qu'on ne sait plus par quoi commencer. On voudrait se mettre à jour d'un coup, mais on est vite contraint d'y renoncer. Je viens d'en faire l'expérience. Désirant reprendre contact avec nos abonnés sous cette forme modeste, je me proposais d'examiner toutes les questions soulevées par la guerre, et cette première lettre s'allongeait démesurément. J'ai dû tailler, rogner.

L'essentiel, pour aujourd'hui, c'est d'indiquer nettement notre position et de donner les raisons de notre long silence.

Notre position, Monatte l'a établie, dès novembre 1914 par son attitude au Comité confédéral, puis par sa démission et la circulaire dans laquelle il en dit les motifs.

Nous avons songé plus d'une fois à reprendre la publication de la V.O. sous la forme qu'exigeaient les circonstances, d'en faire l'organe où syndicalistes, socialistes et anarchistes restés fidèles à leurs conceptions auraient pu librement s'exprimer. Nous n'avons pas pu y parvenir. Les mobilisations successives ont disloqué et presque complètement dispersé notre petit groupe. Ceux qui restaient étaient si dépourvus de moyens qu'il nous a fallu laisser passer quinze mois avant de pouvoir écrire chez nous.

Si nous avions accepté de faire notre partie dans le chœur de ceux qui, subitement, trouvèrent à la guerre des vertus, ces obstacles eussent été facilement surmontés. Mais c'eût été "pour vivre perdre toute raison de vivre" - chose très ancienne comme la formule qui sert à l'exprimer, - et pas un instant nous n'avons voulu être dupes des interprétations que les gouvernants ont si généreusement fournies aux peuples pour apaiser leur conscience et les faire aller joyeusement à la mort.

Guerre libératrice, guerre de la civilisation contre la barbarie, guerre de races, guerre du Droit, nécessité d'abattre le militarisme ennemi, guerre pour tuer la guerre, guerre pour le principe des nationalités, pour l'indépendance des petites nations, nous ne voyions rien de tout cela dans l'énorme conflit qui se déclenchait. Nous reconnaissons les clichés que les gouvernements ressortent au début de chaque tuerie et dont ils se servent les uns contre les autres. Georg Brandès rappelait, il y a quelque mois, dans sa lettre à Clemenceau, qu'en 1870 on disait déjà que cette guerre serait la dernière.

Mais dans le désarroi où les plongèrent l'effondrement du socialisme et du syndicalisme, beaucoup de travailleurs se raccrochèrent à l'une ou l'autre de ces explications, qui leur apparaissaient comme une planche de salut. On leur offrait une contrefaçon d'idéal. Ils l'acceptèrent. Une presse unanime faussa insensiblement les jugements.

Depuis, beaucoup d'entre eux se sont ressaisi: le simple développement des événements a suffi à leur ouvrir les yeux, à les mettre en face du vrai problème.

Un des nos amis qui, après quelque hésitation, avait fini par se laisser convaincre qu'il s'agissait d'une lutte nécessaire contre une tyrannie insupportable, écrivait récemment - du front - qu'il constatait maintenant que "les gouvernements ont faussé le sens de la guerre". C'est leur explication de la guerre qui était fausse.

Responsabilités

Ceux des syndicalistes qui ont, dès le début, rallié le gouvernement, ont découvert deux choses. Ils affirment qu'ils ont tout fait pour empêcher la guerre et que c'est l'Allemagne seule qui en porte la responsabilité.

Ce sont là des conceptions commodes, confortables. On n'a rien à se reprocher et il fallait bien se défendre contre une agression longuement préméditée. Seulement, ces deux affirmations sont fausses.

Ces syndicalistes se décernent bien vite une attestation d'irréprochabilité. Qu'ont-ils fait pour empêcher la guerre. A côté de l'action publique que tout le monde connaît, il y eut des séances presque quotidiennes du Comité confédéral. De ces séances, l'histoire sera écrite. Elle n'est pas glorieuse. Même si on s'en tient aux faits immédiats, l'examen des seuls

documents diplomatiques des alliés ne permet pas de dire que c'est l'Allemagne seule qui a voulu la guerre et l'a provoquée. La guerre qui s'est déchaînée il y a quinze mois, elle rôdait en Europe depuis dix ans. Chaque fois qu'elle devint menaçante, en 1905, en 1911, en 1912, nous l'avons dénoncée comme le heurt d'impérialismes rivaux, nous avons mobilisé contre elle les travailleurs de France et participé à des démonstrations internationales. Aujourd'hui qu'elle s'est déchaînée malgré nous, on affecte de ne plus la reconnaître et on lui donne le caractère d'une attaque brusquée du militarisme allemand contre la liberté des peuples.

Croit-on masquer ainsi notre impuissance ?

Si c'est le calcul qu'on fait, c'est un calcul misérable et dangereux. Car ce nouveau point de vue entraîne deux conséquences, une quant au passé et une quant à l'avenir.

Si l'Allemagne se préparait depuis quarante ans à foncer sur la France à l'heure choisie par elle, alors ce sont les nationalistes qui avaient raison, eux qui dénonçaient sans cesse ses visées belliqueuses, et on a eu bien tort de les combattre.

Et pour l'avenir, ce sont les dépeceurs de l'Allemagne qui ont raison. Détruire le militarisme allemand, ça n'a pas de sens ou ça veut dire qu'il faut affaiblir l'Allemagne, la couper en morceaux. Il est bien certain qu'une Allemagne amputée des provinces de la rive gauche du Rhin, comme le demande la Ligue des patriotes et comme l'indique la carte qu'elle a fait distribuer aux soldats du front pour attester que la France ne fait pas une guerre de conquête, serait militairement moins forte. Ce ne serait pas son écrasement définitif, mais elle serait considérablement affaiblie et elle aurait besoin de dizaines d'années pour reconstituer sa puissance ancienne. Mais cela n'atteindrait en aucune façon le militarisme lui-même.

C'est un écrivain anglais, Arnold Bennett, qui est obligé de nous rappeler que le militarisme allemand ne pourra être détruit que par les Allemands eux-mêmes, car le militarisme ne détruit pas le militarisme, mais l'engendre. Ne voyons-nous pas, en ce moment même, tous les Etats, belligérants ou non, armer avec frénésie !

Et puis, cette explication de circonstance, trouvée après coup, en opposition absolue avec tout ce que nous disions jusqu'à la veille de la guerre, elle a un autre danger: elle décharge de toute responsabilité nos chauvins, nos nationalistes.

Eux aussi, ils répètent que c'est la guerre du droit, de la Justice - le général d'Amade le disait, ces jours-ci encore, à Pétrograd, - contre la sauvagerie allemande. Et nous leur permettrions de dire qu'ils n'ont pas voulu la guerre. Nous oublierions la politique germanophobe de Delcassé que Jaurès a tant de fois et si courageusement dénoncée, bravant la colère des impérialistes franco-anglais. Nous ferions le silence sur la politique nettement nationaliste qui fut celle du gouvernement tout entier, à partir de l'avènement de Poincaré. Etrange amnésie! Et demain, quand les gouvernements devront rendre compte devant les peuples des crimes accumulés, nous n'aurions rien à reprocher au nôtre.

Nous n'avons nulle envie d'atténuer les responsabilités de l'Allemagne. Elle a ses pangermanistes d'autant plus dangereux qu'ils vivaient sur la victoire, qu'ils savaient disposer d'une force militaire plus puissante. Mais nos nationalistes et les jingoes anglais se chargeaient bien de leur donner la réplique, et ayant vu ce que nous avons vu, fait ce que nous avons fait, il n'y a pour nous qu'une attitude possible: dire que la guerre est le résultat du choc d'impérialismes rivaux et refuser résolument de nous identifier avec nos gouvernements, qui, tous, ont leur part de responsabilité. Et si, parce que nous n'acceptons pas l'explication officielle de la guerre on nous dit que nous sommes germanophiles, nous répondons comme Noah Ablett répondit aux jingoes anglais au nom des mineurs du Pays de galles: "Nous ne sommes pas germanophiles, mais nous sommes classe ouvrière !"

Impérialisme

Si la folie du début était explicable chez la masse, égarée par les journaux, elle ne l'était pas chez les militants, liés par leurs déclarations, par leurs engagements antérieurs, par le syndicalisme.

On eût dit que la guerre qui éclatait était un événement si imprévu, si imprévisible, qu'on était bien excusable de perdre la tête et qu'il n'y avait vraiment qu'à se mettre à la remorque des nationalistes du gouvernement.

Cependant, la guerre présente, c'est la même que celle dont la menace nous avait alarmés en 1905, en 1911 et en 1912. On avait pu alors obliger les gouvernements à traiter, mais la

cause du conflit restait entière. La paix d'Agadir, si laborieusement conclue, n'était qu'une trêve. Elle ne désarma pas les impérialistes. En France, nos nationalistes chassèrent le ministre qui l'avait signée. En Allemagne, les pangermanistes accusèrent leur empereur de lâcheté et l'appelèrent publiquement Guillaume-le-Poltron. C'est que, pour la première fois, l'Angleterre avait montré clairement quelle serait son attitude en cas de guerre franco-allemande: elle serait aux côtés de la France. Ainsi étaient confirmées les conventions militaires secrètes, liant les deux pays, dont les ministres, chaque fois qu'ils avaient été interrogés, avaient niés l'existence. Les pangermanistes exhalèrent leur colère. Nos nationalistes, sûrs désormais de l'appui anglais, devinrent plus agressifs. Les positions se précisaient: Triple Entente contre Triple Alliance; tout conflit entre deux puissances serait désormais un conflit européen. Cette division de l'Europe en deux grands groupements n'apportait pas la paix mais la guerre. Ils se heurtaient en Afrique, en Asie, dans les Balkans. Quand on emploie aujourd'hui le mot impérialisme, on ne lui donne pas sa signification moderne mais sa signification ancienne, laquelle a perdu tout intérêt. L'impérialisme, puisqu'il faut le définir, c'est la lutte économique que se livrent les grandes puissances pour la conquête de débouchés, pour acquérir des zones d'influence dans les pays non industrialisés où elles peuvent écouler leurs produits, obtenir des concessions, exercer une sorte de protectorat. Il est à la base de toutes les guerres modernes: Etats-Unis contre Espagne, pour Cuba et Panama; Japon contre Russie, pour la Mandchourie et la Corée; Angleterre contre Républiques Sud-Africaines, pour l'exploitation des mines. La guerre balkanique elle-même qui, pour les gens à courte vue, est une guerre de nationalités et de races, est une guerre impérialiste. Les Balkaniques: Grèce, Serbie, Bulgarie, ne s'unirent pas d'eux-mêmes contre la Turquie. La ligue balkanique fut l'oeuvre de feu M. de Hartwig, ministre de Russie à Belgrade. Elle marqua, comme on l'a dit alors, le retour de la Russie en Europe, après ses malheureuses aventures en extrême-orient. Il s'agissait d'affaiblir la Turquie, point d'appui de l'Allemagne, et de créer la Grande Serbie, barrant la route des Austro-Allemands vers l'Asie Mineure et la Mésopotamie, route qu'ils s'efforcent de rétablir en ce moment même.

Prophéties

Tel était l'état de l'Europe en ces dix derniers ans. Les deux grands groupements ne constituaient pas un régime d'équilibre stable; ils portaient en eux un germe de guerre et de guerre redoutable.

Cependant, cette guerre avait été, à plusieurs reprises, évitée. Elle l'avait été pour des raisons diverses et notamment à cause des manifestations internationales, socialistes et ouvrières. Aujourd'hui que l'épreuve a montré que notre Internationale n'était qu'une caricature d'Internationale, nous serions mal venus à exagérer notre force, mais c'était pour les gouvernants un de ces impondérables qu'ils ne négligent pas, et les efforts qu'ils ont faits pour s'annexer les chefs ouvriers et socialistes montrent bien qu'ils n'étaient pas sans inquiétude à ce sujet.

On pouvait donc différer d'opinion sur le degré de probabilité ou même de fatalité de la guerre; mais sur le caractère qu'elle aurait au cas où elle éclaterait, il n'y avait aucun doute. Or, aujourd'hui, les nationalistes - dans tous les pays d'ailleurs - triomphent bruyamment et répètent qu'ils avaient prévu la guerre.

Mais nous l'avons prévue autant qu'eux et mieux qu'eux. Seulement il y avait, entre eux et nous, cette différence, qu'ils la disaient fatale parce qu'ils la voulaient, et que nous disions, nous, qu'elle n'était pas fatale, parce que nous pensions être assez forts pour empêcher les gouvernements de jeter les peuples dans cette formidable aventure.

Au début de 1911, nous avons publié une étude de Merrheim intitulée: "L'Approche de la guerre", où il montrait l'état d'acuité de la rivalité économique et militaire franco-allemande et la menace de guerre qu'elle contenait. Le 5 juillet de la même année, autre étude de Domela Nieuwenhuis, ayant pour titre: "la guerre anglo-allemande vue de Hollande". Je dois me borner aujourd'hui à signaler ces deux études, vieilles déjà de quatre ans. Mais je me promets de montrer bientôt combien les vues de nos deux camarades étaient plus réellement prophétiques que toutes les rocambolesques billevesées nationalistes sur l'"avant-guerre".

Angleterre

Que de choses aussi il faudrait dire sur l'Angleterre, sur le rôle important qu'elle a joué dans la politique européenne des dix dernières années, et pour montrer où elle en est aujourd'hui. L'espèce d'exécration universelle qui est présentement le lot de l'Allemagne, elle l'a connue au début de ce siècle. Elle n'était guère aimée avant la guerre sud-africaine. Cette guerre sans gloire la fit haïr. Tout ce qui sert actuellement contre l'Allemagne fut employé contre elle. Il suffit, dans les articles de journaux de cette époque, de remplacer le mot Angleterre par le mot Allemagne. M. Ernest Lavisse, qui participe avec beaucoup d'ardeur à la "bochophobie" journalistique courante, écrivait - peut-être s'en souvient-il ? - :

"L'Angleterre a fatigué le monde par la façon dont elle se moque de lui... Au début du conflit avec le Transvaal, elle donnait à entendre qu'il ne ferait pas bon lui proposer un arbitrage... La prétention récente de l'Allemagne à vendre ses produits *made in Germany* lui semble une indiscrétion et une inconvenance." (*Revue de Paris*, 1er janvier 1900).

Alors, M. Lavisse croyait qu'un Français peut se rencontrer avec un empereur d'Allemagne, qu'il peut lui adresser des lettres ouvertes; il envisageait sans horreur l'hypothèse d'un rapprochement franco-allemand. On accablait l'Angleterre sans mesure. Il n'y avait plus de littérature anglaise, encore moins d'art anglais. Il n'était plus jusqu'au physique des Anglaises où on ne vit une raison de détester la perfide Albion.

Cette caricature de l'Angleterre, elle trouve son pendant aujourd'hui, en sens inverse. En vain les grands journaux anglais écrivent que l'Angleterre serait intervenue en tout état de cause; qu'elle n'est pas intervenue parce que l'Allemagne a violé la neutralité belge mais parce que c'est pour elle un intérêt vital que l'Allemagne n'exerce pas une hégémonie en Europe. Le *Times* le dit; le *Morning Post* le dit; Bernard Shaw le démontre de façon décisive. Nous en sommes toujours, en France, à voir la guerre comme un mélodrame où l'Angleterre serait le personnage sympathique et auquel il faudrait le dénouement traditionnel, comme le demande le ministre d'Etat Vandervelde. S'il est permis de marquer une préférence pour une manière de vivre et une forme de civilisation sans cesser pour cela de comprendre et d'aimer les autres, j'étais et je demeure anglophile. Mais l'Angleterre sans soldats, l'Angleterre de la liberté individuelle, l'Angleterre accueillante aux proscrits, elle est en train de mourir, et ce ne seront pas les Allemands qui l'auront tuée mais ses propres impérialistes. Un de mes amis, que les changements dont il est témoin alarment, m'écrivait: " Pauvre vieille Angleterre, nous ne la reverrons plus !" Ce n'est pas cette Angleterre-là qui mène la guerre. Ce sont les impérialistes, c'est leur guerre, et ils en attendent toutes sortes d'avantages: à l'extérieur, défaite économique de l'Allemagne; à l'intérieur, établissement de la conscription qui permettra de conjurer, à la manière de Briand, les menaces de grandes grèves, plus redoutables encore que celles de 1911-1912.

Socialistes allemands

On s'est souvenu récemment que c'est la *V.O.* qui a publié les articles de M. Andler. Pourquoi les avons-nous tiré de l'*Action Nationale*, où ils étaient passés inaperçus ? Parce qu'ils posaient la question du socialisme impérialiste et cette question si grave, nous voulions qu'on la discute publiquement.

Nous n'avions pas d'illusion, pour notre part, sur le révolutionnarisme du socialisme allemand, considéré dans son expression officielle et parlementaire.

Le mouvement ouvrier, en particulier, par son nombre, par ses ressources, par l'étendue de son organisation, prenait peu à peu la place du trade-unionisme d'outre-Manche et acquérait une sorte d'hégémonie. Il était plus intimement mêlé à la vie internationale, envoyant volontiers des subsides, donnant son aide pour des grèves. Pour tout ce qui était la partie matérielle de sa tâche, il n'y avait rien à lui reprocher. Mais il n'en était pas de même pour la partie morale. Nous ne pûmes jamais le décider à aborder la véritable action internationale, tant pour le temps de paix que pour le temps de guerre, à préparer les mobilisations ouvrières nécessaires. Du côté des trade-unions, nous nous heurtions jadis à l'insularité britannique qui n'avait qu'à peine le sens international et s'en tenait à un vague pacifisme voisin du pacifisme bourgeois. Du côté du mouvement syndical allemand, nous nous heurtions maintenant à une espèce d'impérialisme informulé mais dangereux. Aussi ne perdions-nous aucune occasion de le dénoncer, d'en montrer les périls.

Où étaient alors ceux qui rendent l'unanimité des travailleurs allemands responsables de la trahison de quelques-uns de leurs chefs et refusent de les connaître aussi longtemps que durera la guerre ? Ils étaient avec eux, contre nous. Jamais, dans les Conférences internationales, nous n'avons trouvé le moindre appui: grandes nations comme petites nations étaient systématiquement avec l'Allemagne, contre nous. Et ceux de nos socialistes qui, à tout propos, voulaient nous faire nous prosterner devant les Allemands, qui voulaient nous conduire devant eux pour nous faire donner des leçons, qui rabaissaient sans cesse la valeur et la force de notre syndicalisme, comment reconnaissent-ils leur erreur ? D'une étrange façon: en imitant ces hommes qu'ils admiraient et ne veulent plus connaître. L'un d'eux fait, de Suisse, du nationalisme alsacien-lorrain dans l'*Humanité*. Un autre déclarait, il y a quelques mois, qu'il lui serait impossible de se rencontrer, en ce moment, avec un socialiste allemand, "même avec Liebknecht". Voilà l'aide qu'ils apportent à cette vaillante minorité qui, malgré la prison, les persécutions gouvernementales, poursuit si courageusement sa campagne contre la guerre. Ils sont pour elle des adversaires aussi dangereux que le sont leurs Sudekum et leurs Heine.

Union Sacrée

Ne sont-ils pas d'ailleurs eux-mêmes la contre-partie des Sudekum et des Heine ? Comme eux, ils se sont mis à la disposition de leur gouvernement pour toutes les besognes que celui-ci leur a confiées. Pour se justifier, ils répètent que socialistes allemands et français ne sont pas sur le même plan. S'ils est vrai que les socialistes allemands étaient et sont tenus plus que tous les autres par le rôle prépondérant qu'ils jouaient dans le mouvement international, par la situation militaire favorable de l'Allemagne, qui n'a pas d'"ennemis" sur son territoire, par les convoitises de leurs pangermanistes, leur faillite ne saurait être une excuse à notre faillite.

L'Union sacrée, qui est la négation du socialisme, est plus solide en France qu'en tout autre pays. Ce sont nos socialistes qui la cimentent; chaque fois qu'ils sont trop vivement attaqués par les nationalistes, ils se plaignent et l'invoquent.

Or, sous prétexte d'Union sacrée, que voyons-nous ? Le chrétien a-t-il cessé d'adorer son Dieu, le royaliste son roi, le bourgeois son dividende ? Non. Les uns et les autres sont au contraire très actifs et parfois plus qu'actifs. Mais la classe ouvrière, elle, est paralysée, ses organisations n'ont plus de vie, ses journaux la servent mal quand ils ne l'abandonnent pas complètement. Elle est livrée à l'exploitation capitaliste. Ce sera demain une stupeur de constater que ceux qui étaient considérés comme les représentants les plus qualifiés de la classe ouvrière aient pu signer pareil pacte, par lequel le présent est sacrifié et l'avenir même compromis.

Croit-on qu'on pourra, du jour au lendemain, revenir à l'ancienne attitude ? Le simplisme guesdiste le dit et, sans doute, le croit. Mais le voudraient-ils sincèrement que cela ne serait pas possible.

Il y a des écrits et des paroles qui engagent. On tentera de mettre debout un socialisme national, un corporatisme national: le personnel existe déjà pour cette entreprise. Nous assisterons à un spectacle semblable à celui qu'on vit lors de l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau. Nous verrons à l'œuvre la corruption gouvernementale. Nous la verrons faire le siège des organisations ouvrières. Nous le voyons déjà.

Tenir

Dans l'état du désarroi qu'engendre toute grande oeuvre, surtout quand les chefs socialistes et ouvriers passent au gouvernement, il y a une période durant laquelle on ne peut songer qu'à sauver et conserver ce qui existe. La tâche qui est alors devant les révolutionnaires, c'est, pour eux aussi, de tenir. C'est ce qu'on fait les socialistes italiens. C'est ce qu'ont fait, dès le premier jour et n'ont cessé de faire depuis, nous camarades de l'"Independent Labour Party". Si nous avions eu une attitude à la leur, le gouvernement aurait senti qu'il subsistait une grande force hostile à sa politique, un grand mouvement qu'il pouvait momentanément paralyser mais non détruire, et cela aurait été pour lui un rappel salutaire.

Propositions de paix

Il est hors de doute, à présent, qu'au début de cette année, le président Wilson a tenté d'amener les belligérants à traiter.

Nous en avons toutes les attestations officielles désirables. Il s'était établi alors une espèce d'équilibre des forces antagonistes. Les Allemands occupaient le Nord de la France et la Belgique, mais ils avaient perdu leurs colonies et la Galicie était occupée en partie par les Russes. On pouvait facilement traiter sur la base du *statu quo* avant la guerre.

C'était une solution excellente pour les peuples, car elle montrait que la guerre ne peut que détruire, mais détestable pour les gouvernements. Nous saurons un jour – nous l'entrevoions déjà – qui a été intransigeant: sa responsabilité devant le monde sera lourde. Si, à ce moment-là, des forces d'opposition avaient exercé une pression suffisante, elles auraient contraint les belligérants à traiter. Que de vies eussent été épargnées! Mais les intrépides guerriers de l'arrière ne voulaient pas d'une pareille solution. Il leur fallait encore des morts parce que ce qu'ils veulent, c'est imposer leurs conditions de paix.

Et la guerre a continué. Et la France a continué de vivre dans les ténèbres, grâce à l'odieux régime que le gouvernement de M. Viviani lui a imposé durant quinze mois. Il n'y a plus qu'un seul journal, fait avec l'information spéciale que fournit le gouvernement. Quiconque s'en écarte est supprimé. S'il y a de lourdes pertes, c'est en Allemagne. S'il y a lassitude, c'est en Allemagne. Si on aspire à la paix, c'est en Allemagne. Si la vie est chère, c'est en Allemagne. S'il y a de l'arbitraire gouvernemental, c'est en Allemagne. S'il y a des socialistes impérialistes, c'est en Allemagne.

Ah! Nous pouvons nous moquer de la façon dont d'autres peuples sont informés! Jamais, dans aucun pays, pareil régime d'étouffement n'a sévi.

Pour les organisations

Et si nous dénonçons ce régime, si nous refusons de nous incliner devant l'espèce de dictature socialiste et syndicaliste qui prétend supprimer toute opposition, si nous nous désolidarisons de certaines attitudes et de certains actes, alors on nous accuse d'être des agents de désunion ouvrière, de briser les organisations déjà affaiblies.

Les pires ennemis des organisations ce sont ceux qui ont compromis le syndicalisme, qui en ont piétiné les principes, qui ont fait du syndicalisme "un parti comme les autres". Où en serions-nous, en France si la Fédération des Métaux n'avait tenu bon dans la tourmente? Ce n'est pas autour des organismes et des individus qui ont failli que se groupent aujourd'hui, que se grouperont demain, les masses ouvrières.

En Angleterre, l'"Independent Labour Party", contre lequel les nationalistes sont déchaînés, que le gouvernement persécute, dont on entrave la propagande, loin d'être affaibli, voit au contraire croître sa force. Son organe, le *Labour Leader*, a vu son tirage faire un bond en avant de 18.000 exemplaires depuis la guerre; il est passé de huit à douze pages, et non seulement son influence a grandi dans la masse ouvrière mais encore il a rallié autour de lui tous les libéraux anti-impérialistes restés fidèles à leurs idées.

En France, le socialisme et le syndicalisme ont abandonné la classe ouvrière dans le moment le plus grave, le plus douloureux. Le désarroi a été plus grand qu'en tout autre pays et, devant une telle trahison, on se laisse volontiers aller au découragement et au scepticisme. Mais il n'est pas vrai que nous ne puissions rien faire et les signes de réveil sont depuis quelque temps assez nombreux pour donner à tous confiance. La Conférence de Zimmerwald doit être le point de départ d'une action vigoureuse, socialiste et syndicaliste, pour la paix.

J'ai pensé pouvoir seconder cette action en apportant aussi souvent que possible des informations sur le mouvement ouvrier et socialiste international. On ne sait rien, en France, de ce qui se passe *réellement* à l'étranger. On ignore même ce qui se passe en France. Qui sait, par exemple, que Louise Saumoneau est en prison depuis le 2 octobre?

Pour cela, il faut qu'on m'aide, moralement et matériellement. Moralement, en m'écrivant; matériellement, en m'envoyant des souscriptions. Il ne saurait être question pour l'instant de fixer un prix d'abonnement, la périodicité de ces Lettres restant imprécise et la forme provisoire. Cependant, même avec ce format restreint, il me sera possible de dire beaucoup de choses que je crois utiles. Ce ne sera pas la matière qui manquera. Je pars aujourd'hui avec mes propres moyens, pour rompre notre long silence. Mais je n'ai besoin de dire que j'accueillerai avec joie le concours de tous ceux qui voudront bien m'aider. Avec l'aide qui me viendra en cours de route, il sera possible de forger l'instrument de notre propagande.

Appel de la Fédération des syndicats d'instituteurs

A LA CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Une fois de plus, la Fédération des Syndicats d'instituteurs a l'honneur d'attirer l'attention du gouvernement et de subir ses persécutions politico-judiciaires.

Nos militants sont menacés, tracassés, poursuivis par l'administration, la police, la justice, déplacés, suspendus, révoqués et emprisonnés³. Encore cela ne suffit pas ; ils sont aussi l'objet d'attaques venimeuses de la part de la grande presse alors qu'il est rigoureusement interdit à la presse d'idées de les défendre.

De ces heures difficiles, nous venons demander à la C.G.T. son appui et prier le Comité confédéral de transmettre notre appel aux Fédérations de métier, aux Bourses du Travail et aux Unions départementales, pour que ces organisations en saisissent elles-mêmes leurs syndicats adhérents.

Ce n'est pas seulement notre petite Fédération que le gouvernement entend brimer et briser, c'est l'école laïque, c'est la classe ouvrière toute entière, c'est l'idée républicaine elle-même qu'il veut atteindre. Nous résistons jusqu'au bout et nous espérons que le prolétariat organisé se fera une obligation de résister avec nous.

C'est de tout notre cœur que nous avons adhéré à la C.G.T. pour sauvegarder le principe de l'unité ouvrière, indispensable à notre émancipation. La bourgeoisie, au contraire, prétend conserver la haute main sur l'école primaire qui a toujours été et est encore dans une trop large mesure, une machine à fabriquer des administrateurs du système capitaliste. Les travailleurs de l'Etat en général, les instituteurs en particulier, doivent donc trouver place dans les rangs de l'armée prolétarienne. Ce gouvernement a mis une obstination remarquable à nous diviser, contestant à ses fonctionnaires les droits qu'il prétend faire respecter des autres patrons. Notre ténacité a eu raison de la sienne et si nos syndicats sont encore peu nombreux, le principe est admis et ne saurait être remis en question.

Aujourd'hui que nos effectifs sont encore réduits par la mobilisation qui a causé la mort de tant des nôtres, le pouvoir veut en profiter pour nous casser les reins. Nous sommes persuadés qu'il ne réussira pas et nous venons vous crier : à l'aide !

La Fédération nationale des Syndicats d'institutrices et d'instituteurs de France et des colonies.

P.-S. – Nous remercions vivement les groupements qui, spontanément, ont déjà accompli un geste de solidarité.

Envoyer les ordres du jour à Loriot, secrétaire fédéral intérimaire, 9 avenue du Pont-de-Flandre, Paris (XIX^e) et à M. le président du conseil des Ministres (franchise postale pour ce dernier).

Source : Rapport sur l'action générale de la C.G.T. depuis août 1914. dans : Compte-rendu des travaux du Congrès de Paris de la C.G.T. (15-18 juillet 1918), imprimerie nouvelle, 1919.

³ A titre d'exemples : Les époux Mayoux ont été condamnés à six mois de prison en octobre 1917 pour la brochure « *Les instituteurs syndicalistes et la guerre* » publiée par la section de la Charente, leur peine passant à deux ans de prison et 1000 francs d'amende chacun en appel. Leur fils, âge de 12 ans, est poursuivi pour avoir collé des papillons pacifistes. Hélène Brion, secrétaire fédérale, est arrêtée en novembre 1917, incarcérée et traduite devant le conseil de guerre de Paris en mars, elle sera révoquée. Lucie Colliard est arrêtée à son tour en janvier 1918 et traduite devant le conseil de guerre de Grenoble, condamnée à deux ans de prison et révoquée. Marie Guillot est perquisitionnée, mais elle ne laissait rien chez elle et se tait lors de l'interrogatoire. Fernand Loriot et Henriette Izambard sont menacés de révocation puis déplacés d'office... (*Note Ensemble*)

Georges Dumoulin Les syndicalistes français et la guerre (1918)

Brochure publiée en juin 1918 aux éditions de l'Avenir international. Repris en annexe dans Rosmer / *Le mouvement ouvrier pendant la guerre* (t. I, Librairie du Travail 1936) d'où est extraite la note de présentation.

présentation d'Alfred Rosmer

Il est à peine besoin de souligner l'importance de cette brochure, publiée pendant la guerre, en 1918, et dont nous donnons ici la reproduction intégrale.

Après plus de trois années de front, le secrétaire adjoint de la C.G.T., mineur de son métier, avait été, à son tour et régulièrement, ramené à l'arrière pour reprendre le pic; il abattait du charbon dans une mine du bassin de la Loire, à Roche-la-Molière. Le travail était dur, les longues journées laissant à peine le temps de repos indispensable. Mais Dumoulin avait quelque chose à dire sur la guerre et il voulait le dire. Il prit sur ses heures de repos de temps d'écrire une étude d'ensemble qui parut d'abord par fragments dans l'Avenir International et ensuite sous forme de brochure. C'était un « coup d'œil d'ensemble » sur le mouvement syndical avant et pendant la guerre. Les conditions dans lesquelles celle étude fut entreprise n'étaient guère favorables à une vue optimiste des hommes et des choses; il faut avoir cela présent à l'esprit pour attribuer aux jugements formulés leur juste valeur. Quand Dumoulin s'occupe de la période d'avant guerre, il est naturellement porté à insister sur les côtés faibles, sur les insuffisances, et le tableau qu'il fait alors apparaître doit être considéré seulement comme l'envers de la C.G.T. et du syndicalisme. Lorsqu'il mentionne la « germanophobie » de certains militants syndicalistes (Griffuelhes, Delzant, etc.), il faut comprendre que cette « germanophobie » restait chez ces hommes un sentiment sous-jacent qui ne devint dominant et dangereux qu'avec l'effondrement de l'internationalisme prolétarien. De même, dans le journalisme ouvrier, les « ivrognes » et les « viveurs » n'étaient pas aussi nombreux qu'il paraît le laisser entendre; à la rédaction de la Bataille Syndicaliste, fort réduite, il y avait seulement un ivrogne : c'était le porte-plume de Jouhaux.

Autre point plus important, cette affirmation : « Nous sommes l'objet d'une erreur consécutive à notre ignorance et à notre imprévoyance : nous n'avons pas prévu la guerre par alliance et nous ignorons les traités conclus par les diplomates. » La vérité est que la direction confédérale, après avoir montré très clairement et très exactement où devait conduire le jeu de l'alliance franco-russe, glissa vers la thèse gouvernementale, comme l'indiquaient deux passages de son manifeste du 29 juillet : « L'Autriche porte une lourde responsabilité devant l'histoire... » et « Les gouvernants de ce pays ont le peuple français avec eux si, comme on le dit, ils travaillent sincèrement pour la paix ». Je me souviens très précisément que ce jour même, 29 juillet, quand Dumoulin vint nous voir à la Vie Ouvrière, nous lui fîmes remarquer combien étaient dangereuses semblables déclarations dans un manifeste confédéral. Il le reconnut et expliqua : « C'est Luquet qui nous a fait dire ça. Il vient de l'Humanité au Comité confédéral avec des « machins » tout préparés, qui nous inspirent de la méfiance mais qu'en l'absence d'informations précises nous ne sommes pas en état de fouiller comme il le faudrait; on discute, on critique; il a, lui, les dernières informations du journal, et comme de notre côté on n'a rien rédigé, on se rabat finalement sur son texte. » Rédacteur à l'Humanité et membre du Comité confédéral, Luquet s'efforçait toujours de lier l'action du Parti et celle de la C.G.T. Au seuil de la guerre, il contribua, pour sa part, à pousser la C.G.T. dans le sillage du Parti socialiste.

Alfred Rosmer

LES SYNDICALISTES FRANÇAIS ET LA GUERRE

Il y aura à écrire sur ce sujet tout un livre d'histoire appuyé sur des faits et fortifié par des documents. C'est un travail d'après guerre que nous servirons aux militants de l'Internationale et à la classe ouvrière de ce pays.

Ici il s'agit d'une brochure, d'un coup d'œil rétrospectif et d'ensemble; d'un regard douloureux jeté sur le passé. C'est pour nous l'occasion d'indiquer en quelques lignes générales les raisons qui nous ont placés du côté de la minorité confédérale, en plein accord avec ceux qui sont allés à Zimmerwald.

Depuis trois ans, nos adversaires peuvent parler et écrire librement sans craindre les foudres de la censure et les rigueurs de l'état de siège, tandis que nous restons muets parce que nous nous arrêtons aux endroits où l'autorité ligote notre pensée. Ce fut une faute de notre part de ne vouloir rien dire parce que l'on ne pouvait pas tout dire. Nos adversaires en ont largement abusé.

Si nous avons dressé notre organe minoritaire devant les majoritaires français, nous aurions empêché bien des découragements et réveillé des espérances. Nos pages censurées, gardées précieusement, n'auraient eu qu'à revoir l'imprimerie pour se brocher sur notre livre et devenir un éloquent réquisitoire contre les farceurs qui s'amuse de leur abdication parce qu'elle se mesure à nos souffrances.

Plus tard, nous saurons à quels moyens malpropres ont eu recours les gens de la *Bataille*, pour faire d'un journal ouvrier, créé avec l'argent des syndiqués révolutionnaires, un organe guerrier, hospitalisant la prose de tous les Don Quichotte en pantoufles et sans fusil.

Prenons donc la parole. Et au lieu de nous vanter d'avoir tout fait pour empêcher la guerre, allons-y !... Non pas d'une série de reniements, mais d'un examen sincère et simple des causes qui ont déterminé l'impuissance du syndicalisme français devant la guerre.

L'ASPECT DU SYNDICALISME EN FRANCE AVANT LA GUERRE

L'influence hervéiste avait cessé. Cette espèce de souffle insurrectionnel, antimilitariste, antiguerrier, antipatriote, n'avait été qu'un souffle. Le Congrès d'Amiens, dans sa formule antimilitariste, était laissé pour compte à Yvetot, comme celui de Marseille était rejeté sur le dos de Janvion et de ses amis. Le temps de l'A.I.A., des affiches rouges, rédigées par nos « vieille Alsace » d'aujourd'hui, et des procès retentissants, était passé. Un vent de révisionnisme soufflait sur tout cela. Au centre de la C.G.T. on parlait beaucoup d'une action plus positive.

A mesure que les dangers de guerre grandissaient, l'opportunisme pénétrait les rouges confédéraux. Nos majoritaires d'aujourd'hui, quoiqu'ils affectent d'avoir fait des découvertes dans la guerre, savaient bien que la guerre venait et d'où elle venait. Ils l'ont vue venir en 1911 lors de l'affaire d'Agadir; ils l'ont vue s'étendre lors des deux guerres balkaniques dans le ténébreux travail diplomatique de Londres et de Bucarest.

On en était donc à l'opportunisme antiguerrier qui devait trouver de larges échos sur les champs protestataires du Pré-Saint-Gervais.

Mais il n'y avait plus chez les militants, chez les chefs, cette flamme d'action, cet esprit de sacrifice de l'époque passée. Du reste, placés devant le même problème, en présence des mêmes faits, en regard des enseignements tirés des mêmes phénomènes sociaux, les chefs n'étaient pas d'accord. Il y avait l'école Merheim, exerçant sa surveillance sur l'activité économique et financière des grandes puissances; suivant pas à pas les chercheurs de débouchés, les constructeurs de chemins de fer; veillant sur les convoitises et les besoins nouveaux des grands pays et indiquant au fur et à mesure les matériaux qui s'ajoutaient tous les jours à l'édifice de guerre. Des études publiées dans la *Vie Ouvrière* fouillèrent les Balkans et suivirent jusqu'à Bagdad ce fameux chemin de fer qui traverse le riche pays de Mésopotamie. C'est ici que l'on connut l'importance du Bosphore pour la Russie nouvelle installée sur les rivages de la mer Noire. C'est ici que l'on put suivre la destination des emprunts étrangers et des formidables budgets de guerre.

L'autre école, l'école Griffuelhes, avec Jouhaux comme phonographe, critiquait la première. Cette science, ce savoir, lui déplaisait. Suivant la théorie du moindre effort, ceux qui étudient sont traités de petits bourgeois, de secs doctrinaires, d'irréalistes.

Dans le cénacle de l'ancien secrétaire confédéral, on préfère vivre une politique de couloirs et donner à la C.G.T. les allures d'un petit gouvernement.

Toute l'action confédérale contre les trois ans se ressentira de cette politique dont l'unique ressource était d'impressionner « l'opinion publique » à coups de meetings disposés en séries régionales. Le gouvernement confédéral espérait ainsi contraindre le gouvernement bourgeois à remiser ses mauvais desseins. La « masse ouvrière » devait être impressionnée par l'apparence d'une force, quitte à ne jamais montrer sa faiblesse pour le cas où il aurait fallu agir. Les orateurs de meetings abritaient leur ignorance derrière le succès factice des discours creux et ronflants. Tandis que les syndiqués s'amusaient de ne rien comprendre à la guerre qui venait. Evidemment, c'est cette politique qui dominait à la C.G.T.

Politique aussi néfaste que le parlementarisme, parce qu'elle s'aggrave des jalousies internationales. Les chefs de la C.G.T. sont orgueilleux; ils n'aiment pas les "boches" à cause de leur industrie, de leur commerce, de leur puissance. Le verrier Delzant, le bijoutier Lefèvre, le cuirs et peaux Griffuelhes ne cachent pas leur haine des Allemands.

Comme la bourgeoisie française, la politique confédérale mène à l'Entente cordiale, à la quadruple entente avec le désir de détrôner Legien du Secrétariat international syndical. Les renseignements sur la vie syndicale allemande sont fournis par Cornelissen, ennemi juré de tout ce qui est allemand.

Et voici la crise. Comme conséquences de la chute de l'hervéisme et de la politique confédérale, les éléments nourris d'insurrectionnalisme s'étaient rabattus sur les chefs de la C.G.T. pour démolir le fonctionnarisme.

On peut dire que les chefs majoritaires méritaient largement les critiques des antifonctionnaires. Mais ce qui est étrange, et c'est précisément ce qui ne me réconcilie pas avec les critiqueurs, c'est Merrheim qui dut subir les plus durs assauts des antifonctionnaires. Justement parce qu'il appelait au travail, parce qu'il voulait que l'on sache, il recevait tous les coups. On pardonnait aux mitres parce que loin- politique conservait l'apparence de l'action et l'illusion révolutionnaire.

En résumé, crise d'idées et crise d'action au cœur même de l'organisme confédéral. Crise du fonctionnarisme. Puis, enfin, crise des effectifs. Une organisation stagnante dont l'influence était limitée.

LES SYNDIQUES

Nous venons de voir le sommet de la machine confédérale; descendons immédiatement chez les cotisants. Ils sont trois cent mille groupés dans la C.G.T. Distinguons-les, situons-les en trois faisceaux distincts : 1° ceux qui ont pour unique patron l'État; 2° ceux qui travaillent pour l'industrie privée et qui dépendent législativement de l'État; 3° ceux qui travaillent pour des patrons sans le secours des lois sociales, ou, plus exactement, pour lesquels l'on a très peu légiféré.

Premier faisceau : Allumettiers, Tabacs, Monnaies et Médailles, Arsenaux, Ouvriers de la Guerre, P.T.T., Instituteurs, etc. Deuxième faisceau : Mineurs, Cheminots, Inscrits maritimes. Troisième faisceau : Métallurgie, Bâtiment, Ports et Docks, Travailleurs agricoles, Verriers, Bûcherons, Textile, Céramique, le Livre, les Employés, etc.

N'oublions pas que nous sommes en présence de groupements d'intérêts. Chaque faisceau est également influencé par le révisionnisme. Chacun s'oriente vers des réalisations immédiates, chacun de son côté, naturellement. L'action se détermine suivant que l'on a l'État; pour patron, ou que l'on vit de ses lois, ou bien que l'on compte uniquement sur la force du groupement. Dans tout ceci, le rôle coordinateur que s'adjuge la C.G.T. apparaît bien faiblement et se traduit souvent par de l'impuissance. Quand il s'agira de produire un effort d'ensemble pour l'obtention de la semaine anglaise, on se heurtera à des convoitises particulières. Aux uns il faut des pensions, beaucoup de pensions, et des traitements plus élevés. Aux autres, il faut des lois, beaucoup de lois. Pour tous, c'est la course aux avantages par des chemins tortueux et parlementaires. L'esprit de classe se définit mal et s'exprime encore plus mal. Ce n'est plus l'action directe coordonnée, c'est l'action particulariste éparpillée,

c'est ce qui amènera l'une après l'autre la grève des cheminots, celle des inscrits maritimes, puis celle des mineurs, toutes trois influencées par des politiciens.

Je passe rapidement sur cette situation d'avant guerre, mais le mal a des racines plus profondes. La masse des syndiqués est atteinte du même malaise que les chefs. On va plus loin. Jouhaux dresse un rapport dans lequel il est fait état de « l'immoralité de la classe ouvrière ». L'alcoolisme sévit plus que jamais dans les ports et des méthodes démoralisantes de travail restent en honneur chez les syndiqués. Dans le bâtiment, on va de préférence au gros salaire. Mieux vivre, sans élévation de l'esprit de classe. Mieux vivre, sans amélioration de la conscience individuelle. Merrheim et Lenoir signalent les mêmes maux dans la métallurgie. Dans la bijouterie, chez les coiffeurs et garçons de café, on va aux courses de chevaux. Un prolétariat pourri de convoitises qui conserve encore l'instinct de sa classe, mais qui en perd de plus en plus l'esprit.

Un prolétariat ignorant qui ne sait pas lire, qui ne veut pas lire ou qui lit des saletés. Des militants qui jouent d'interminables manilles chez des camarades bistrots. A Paris, une bande de rastaquouères qui rôde autour de la Bourse du Travail et qui offre des verres aux permanents. Un journalisme ouvrier pourri comme l'autre qui vit dans le cloaque ordurier du Croissant. Des ivrognes et des viveurs qui corrigent la syntaxe défectueuse des gros fonctionnaires et qui font mousser leurs discours de congrès. Et la guerre va venir. Elle va nous surprendre au tournant de cette histoire, au moment où nous nous apprêtons à dénoncer nos tares et à étaler notre malaise. Nous allions à Grenoble dans cette intention.

Aurions-nous eu un congrès capable d'un redressement réel? Le débat sur le fonctionnarisme était-il suffisant pour dissiper tous les nuages et ramener le syndicalisme dans la voie du syndicalisme? Non! Non, parce qu'il eût été un congrès de chefs dont la mentalité n'était pas supérieure à celle des syndiqués. Non, parce que les syndiqués n'étaient pas capables d'imposer une attitude syndicaliste aux chefs.

Et par ailleurs, la masse des non-syndiqués était-elle loin des syndiqués? Pas si loin que cela. Chez les non-syndiqués, on savait ce que c'était que de profiter de l'action des autres. On savait bien que les gros salaires venaient de l'action syndicale. On profitait sans agir. On était le public des réunions publiques. On était la foule du Pré-Saint-Gervais. On était ceux qui disent du mal de la C.G.T. pour être bien avec le patron. Il faut aller chez les paysans pour trouver des ignorants du mouvement confédéral. Ailleurs, on sait. Si on ne va pas au syndicat, c'est par intérêt. Si on a quitté le syndicat, c'est par dégoût ou parce que le syndicat n'a rien su faire pour retenir ses membres. On est allé au syndicat parce qu'il pouvait servir momentanément à l'obtention d'un gros salaire. On a cessé d'y payer ses cotisations parce que, le gros salaire obtenu, le syndicat ne servait plus à rien.

Des camarades disent : « On fait la révolution n'importe comment pourvu que les circonstances s'y prêtent. Pas besoin pour cela d'un prolétariat fortement organisé, éclairé, instruit. Il suffit que le « sursaut de conscience » se produise au moment opportun. »

Je répondrai : Pour qu'une conscience ait un sursaut, encore faut-il qu'elle existe. Chez des peuples nouveaux, l'instinct est plus fort que tout le reste. Chez nous, les mauvaises habitudes, les erreurs, les corruptions, ont étouffé l'instinct de classe. Se réveillera-t-il sur les montagnes de haines accumulées par la guerre ? Il faut l'espérer et le croire. Je le crois et l'espère. En attendant, la guerre est venue; elle nous étouffe depuis des années et il n'y a pas eu « sursaut de conscience ». Disons pourquoi...

PREMIERES COMPROMISSIONS

Une parenthèse avant d'aborder ce chapitre. Au moment où j'écris il semble que le vent souffle à l'union. Par charité humaine, des camarades sont enclins à l'oubli et au pardon.

La peur des coups fait se rapprocher des extrêmes. Or, je raconte une histoire et pour le bien de celle-ci je ne dois pas me soucier des besoins de l'heure présente. Tant pis si la vérité ne peut s'affirmer qu'au préjudice de l'épiderme des individus.

C'est la semaine diplomatique, la semaine ténébreuse qui précède la mobilisation générale. Jouhaux et Dumoulin reviennent de Bruxelles où ils ont assisté au congrès de la centrale syndicale belge. Ils y ont vu Legien pendant un quart d'heure dans un café.

En province, dans les grands centres, on attend du Comité confédéral l'ordre de décréter la grève générale.

Le soir de la rentrée de Bruxelles, un avocat est venu au Comité confédéral dire que Messimy se propose de zigouiller les chefs de la C.G.T. et d'envoyer les « obscurs » dans des camps de concentration. Est-ce ce soir-là, on a peur, on tremble pour sa peau. Il ne convient pas que des ordres partent d'en haut. Les décisions des congrès nationaux faisant se déclencher la grève générale dès l'ordre de mobilisation déchargeaient le Comité confédéral d'une besogne de commandement. Seulement elles le laissaient libre de ne rien faire ou de faire tout le contraire de ce qu'avaient dit les congrès nationaux. Donc le Comité confédéral reste silencieux vis-à-vis de la province et il prend immédiatement et diplomatiquement position dans l'immense conflit qui va surgir. Nous sommes l'objet d'une erreur consécutive à notre ignorance et à notre imprévoyance : nous n'avons pas prévu la guerre par alliance et nous ignorons les traités conclus par les diplomates. Cependant le Comité confédéral donne de son attitude une définition analogue à celles des gouvernements :

en France, personne n'a voulu la guerre; en France, nous avons tout fait pour éviter le conflit armé. Les gouvernants bâtiront toute leur doctrine guerrière sur ces deux formules; les majoritaires de la C.G.T. construiront leur théorie sur les mêmes affirmations.

La première fois qu'il prend la parole, dans son premier manifeste, le Comité confédéral se range à l'avis officiellement exprimé. Il dit : « L'Autriche porte une lourde responsabilité devant l'histoire ». Ainsi le syndicalisme français s'engage dans la guerre avant que la mobilisation ne soit décrétée. Par là, il déclare connaître quelque chose à la diplomatie de la bourgeoisie internationale. Il n'a pas encore l'excuse de se dresser contre l'invasion de l'armée du Kaiser, mais il donne aux travailleurs français l'occasion d'ajouter foi à la besogne occulte des diplomates. Le Comité confédéral ne s'inspire d'aucune décision des congrès nationaux; il ne tient aucun compte des résolutions de l'Internationale. Il souscrit aux affirmations diplomatiques de l'heure présente et consacre une fois de plus son opportunisme de commande en présence de ce que son secrétaire appelle « les réalités présentes » et « les nécessités du moment ».

Le vendredi soir, on assassine Jaurès: Messimy n'a pas mis ses menaces à exécution. Le matin même, on savait que les mesures du Carnet B ne seraient pas appliquées, on savait qu'Almeryda était allé, voir Malvy et on se doutait bien qu'il ne fut pas seul à arpenter les couloirs du ministère, de l'Intérieur. Bref, dès le samedi matin, les chefs confédéraux qui fuyaient leur domicile la nuit, en conspirateurs, purent respirer librement et coucher chez eux; le ciel avait une dernière éclaircie avant le sanglant orage et l'accord était fait entre le parti de la guerre et celui de la paix. Ainsi on pouvait mobiliser à l'aise et galvaniser la pensée populaire par les formules devenues générales : *Nous n'avons pas voulu la guerre, nous sommes l'objet d'une agression.*

Le mardi, aux funérailles de Jaurès, le secrétaire confédéral prononce quelques bonnes paroles, mais il se perd dans son discours. « Ceux qui vont défendre le sol national... dont je suis... », et dont il ne fut pas. Le lendemain, il connaît toutes les louanges de la presse bourgeoise et réactionnaire; Barrès le félicite.

La faute tactique de V. Griffuelhes fut de croire à la chute de Paris et d'entraîner Jouhaux dans sa fuite à Bordeaux. Griffuelhes eut peur pour lui-même. Son ami Loiseau m'a affirmé qu'il craignait d'être emmené comme otage en Allemagne.

C'est bien triste ce voyage à Bordeaux. Il nous faudra y revenir pour mieux fixer cet événement. Aujourd'hui, la censure nous contraint à être poli. Là-bas, nos chefs font les « journalistes » et prennent des airs de conventionnels. On s'engueule avec les gens de *l'Humanité*; on se plaint à Sembat de ce que la *Bataille Syndicaliste* soit moins favorisée que le journal de Renaudel. On invente pour Jouhaux le coup du « commissaire à la nation », qui échoue. Et c'est ce sacré voyage à Bordeaux et le truc du « commissaire à la nation » qui marquent le réveil des premières consciences au comité confédéral. Comme le Secrétaire confédéral est allé à Bordeaux sans mandat, quand il s'agit -de l'approuver, au Comité confédéral, une minorité confédérale se dresse pour protester. C'est le réveil, c'est le ressaisissement de quelques-uns qui sauveront au moins -l'honneur du syndicalisme de ce pays.

Entre temps, Jouhaux écrit un article pour rendre publique sa conversation avec Legien à Bruxelles. En d'autres circonstances, jamais ces quelques mots échangés

n'auraient fait l'objet d'un événement public. Mais il s'agissait de se donner de l'allure, d'apparaître comme important. Notre homme apparaissait ainsi comme quelqu'un qui était allé regarder l'Allemagne en face en la personne de Legien. Bien entendu, il ne dit pas qu'il a simplement bu une tasse de café avec le secrétaire de la centrale allemande. Il laisse s'établir la légende et, six mois après, le Temps écrira que celle entrevue a eu lieu en Allemagne. Jouhaux ne dément cette affirmation que contraint et forcé.

Il tente d'aller en Italie. Il m'écrit qu'il ira là-bas prêcher l'intervention. Le voyage rate. L'affaire se résume en Lille entrevue avec de Ambris, qui donne une interview que publient les grands journaux français. La bataille est engagée au sein du Comité confédéral entre majoritaires et minoritaires. La lutte conservera longtemps le caractère méchant et haineux parce qu'il s'agit de gens qui ont eu peur et qui ont toujours peur de la guerre. Le jusqu'aboutisme aura été la révélation la plus misérable et la plus grotesque de la guerre. Les jeunes ont voulu vieillir; les boiteux, les borgnes, les manchots ont exagéré l'importance de la soustraction que la nature ou l'accident du travail ont opérée sur eux. Mais ils sont jusqu'aboutistes, guerriers. Jouhaux, qui a bonne santé, tient son sursis d'appel. Bled, qui pourrait tenir un fusil, reste à la rue Grange-aux-Belles. A eux deux, ils tiennent le Comité de Secours national. On ouvre des boutiques, on occupe du monde, on soulage des misères, on reçoit et on fréquente. L'union sacrée n'est pas qu'un Symbole, elle est une chose solide, matérielle, et dont l'exploitation rapporte. Nos chefs, qui ont de grosses relations, rendent des services, de multiples services. Hélas! ceux qui doivent à nos chefs n'auront plus rien à dire. Nos majoritaires ont leur carnet B, le carnet de la corruption. Il faudrait faire le tour des fédérations, fouiller les bourses du travail et les unions de syndicats pour voir tous les hommes, tous ceux qui ont été touchés par la grâce de la sacrée union. Il faudrait voir non seulement les gros, mais les petits fonctionnaires du syndicalisme. Et ceux-là ont fait le bloc majoritaire dans des conférences confédérales. Bloc solide, parce qu'il est la majorité des redevables. Parmi eux, il y a des sincères, des patriotes, je le crois. Et puis il y en a qui préfèrent sacrifier l'indépendance de leur esprit pour ne pas risquer leur vie ou leur petit bien-être. Et enfin, il y a les roublards, les fumistes et les tartarins. Il n'empêche que toute l'attitude confédérale pendant la guerre vient de là. La peur n'est ni syndicaliste, ni socialiste, ni autre chose en " iste », elle est humaine. A La C.G.T., on a eu peur de la guerre, on a eu peur de la répression, simplement parce que l'on est des hommes comme les autres.

*

En 1915, nos chefs vont à Londres. Désormais, notre secrétaire confédéral ne pensera plus que par Appleton, secrétaire de la General Federation des Syndicats anglais. Appleton est le guerrier anglais. Plus tard, on formera une trinité, la trinité Jouhaux-Appleton-Gompers. Gompers viendra quand l'Amérique décidera d'intervenir dans la guerre.

Nos chefs sont allés à Londres et ils ont refusé d'aller à Copenhague à une réunion des syndicalistes des pays neutres. Merrheim et Bourderon, qui ont été les promoteurs du ressaisissement confédéral, sont allés à Londres également. Mais ils sont allés à Zimmerwald. Zimmerwald est pour eux le grand acte de courage et pour nous la belle lueur d'espérance. Nous avons compris Zimmerwald, qui nous a comblés de joie et qui a ravivé notre foi internationaliste. Nous n'avons pas compris Londres, qui est resté pour nous une combinaison secondaire, une machine de guerre montée par Vandervelde, ministre d'état belge. Nous aurions voulu que nos amis n'aillent pas à Londres, malgré leur satisfaction d'avoir vu fonctionner la machine de Vandervelde et d'avoir influencé la résolution votée. Zimmerwald rachète largement le fait de s'être laissé emmener en Angleterre.

Je cesse cette poursuite des dirigeants du syndicalisme français. Au point où je les ai amenés, il n'est plus utile de leur emboîter le pas. Ils sont situés. Nos amis poursuivront leur besogne. Besogne difficile, pleine de périls et d'embûches. Ils ne seront pas nombreux, mais leur influence sera grande et elle sera féconde. Les autres, les majoritaires, iront toujours plus avant dans l'union sacrée et l'abdication. Léon Jouhaux et Alexandre Luquet visiteront la flotte anglaise. Notre secrétaire confédéral déjeunera chez nos patrons. Ils découvriront une politique ouvrière nouvelle et tout un assemblage démocratique pour raver la classe ouvrière à l'ordre bourgeois régnant. Nous verrons cela dans nos conclusions. Par moments, ils ont des reculs, des rev-

rements de conscience. La propagande et l'action minoritaires agissent sur leurs troupes, qui les obligent à réviser leur programme. Et puis, les temps changent, la guerre est longue. L'union sacrée est dans le marasme et les faveurs sont en péril. A Clermont-Ferrand, on n'était plus les mêmes hommes qu'aux conférences confédérales qui se sont tenues à Paris les années précédentes. Mais ce qu'il faut retenir, ce qui importe par-dessus tout, bien qu'il y ait aujourd'hui rapprochement entre les hommes, c'est la position prise par chacune des deux tendances; c'est l'altitude observée par nos amis. Il n'y a pas eu abdication complète, ni trahison totale. Des hommes, parmi les chefs ouvriers, sont restés droits, honnêtes et propres. Voilà l'important, l'essentiel et la meilleure preuve que l'avenir est encore à nous. L'ouragan du début avait désemparé le navire et mis l'équipage en déroute. Aujourd'hui, il y a un radeau solide, sur lequel les meilleurs ont trouvé un asile sûr.

Je n'utilise pas les formules d'opposition ni les affirmations d'idées ci d'action de nos amis de la minorité. Ils ont dit : « Cette guerre n'est pas notre guerre; elle est le résultat épouvantable d'un ordre social et économique établi par une classe qui n'est pas la nôtre. Ils ne se sont pas bornés à rendre responsable de la guerre l'unique capitalisme impérialiste; ils sont allés jusqu'à la condamnation de toutes les forces mauvaises, qu'elles soient d'Eglise, de caste et d'Etat. Malgré tout le tracasserie littéraire de Ch. Albert, les appels guerriers de Malato et la vieille haine de notre bon vieux Guillaume, ils ont rejeté toutes ces théories accidentelles, tout ce langage d'occasion, destinés à bourrer des crânes. Je me refuse à croire que chez les adaptés on ait cru que la guerre pouvait avoir des vertus. Non, on s'est rallié à des mots, à des phrases, à tout ce qui était creux, vague, bruyant et équivoque. Tout ceci explique bien faiblement ce qui fit le malheur de la C.G.T. Mais dans ce désastre, il reste la possibilité de revivre. Et cette possibilité de vie nouvelle nous est donnée par ceux qui, parmi les chefs de la classe ouvrière, sont restés des hommes devant la guerre.

IV NOTRE FAUTE

Notons tout d'abord que l'influence antimilitariste de la C.G.T. s'exerçait sur 300.000 syndiqués. Quand nos majoritaires disent : « Nous avons tout fait pour éviter la guerre », nous ne sommes pas préoccupés par le désir de diminuer la valeur de cette affirmation. Nous entendons simplement la considérer pour ce qu'elle vaut sans en exagérer ni en diminuer l'importance. Pour nous, il ne suffit pas de combattre un mal et de choisir ce prétexte pour s'en rendre complice par la suite. Notre désaccord vient de ce que nos adversaires n'ont pas jugé utile de continuer le même combat. Legien pourrait nous dire qu'il a tout fait pour empêcher la guerre avant qu'elle éclate. Ce qui compte cependant, c'est son altitude et celle de ses deux millions et demi de syndiqués; ce qui compte, c'est l'attitude des 300.000 syndiqués français et de l'ensemble des travailleurs de ce pays. Ce que nous voudrions aussi que définissent nos adversaires, c'est la zone d'influence syndicaliste antiguerrière, sa profondeur de pénétration dans la masse des non-syndiqués, le caractère de cette influence, les moyens de propagande employés, la possibilité de contrôler les résultats de l'action en général, sa valeur de contrepoids aux idées de revanche et au chauvinisme nationaliste.

Nous avons tout fait pour empêcher la guerre... Qui, nous? Nous et les autres? Nous et le gouvernement? Nous et les bourgeois? Nous et les patrons? Ah non! Pas cette équivoque, pas cette brèche ouverte au mensonge, à la dérobade et à la confusion. C'était bon au début, lors de la première secousse, quand l'esprit critique était tout et l'examen impossible. Nous, oui; nous et les véritables socialistes; nous et les anarchistes sérieux, mais pas les autres. J'en reviens donc à nos 300.000 syndiqués. Va-t-on prétendre que ces 300.000 parlaient, pensaient et agissaient au nom de tout le prolétariat français, de tous les paysans français, de tout le peuple français? Personne n'osera produire cette affirmation. On fait franchement de la propagande antimilitariste dans une quarantaine de bourses du travail. Ces quarante bourses du travail servent également pour les séries de meetings d'agitation et de protestation. Elles servent également de dépôts pour les brochures et les tracts. Si les meetings touchent toujours les mêmes auditeurs, la propagande écrite pénètre plus avant, va jusqu'au non syndiqué, jusqu'au paysan, jusqu'au sein même de la masse. Et si cela suffit pour

prouver que nous avons tout fait contre la guerre avant la guerre, le simple mérite eût été d'en vérifier les résultats. Notre propagande antimilitariste, plus tapageuse que profonde, nous a trompés. Les succès, les applaudissements des meetings nous ont aveuglés. Nous nous sommes trompés en nourrissant notre orgueil dans des congrès bruyants avec des motions boursoufflées et pleines de suffisance. Nous avons cru que la masse était derrière ceux qui ne voulaient pas être moins révolutionnaires d'Yvetot. Nous avons laissé croire que toute notre propagande écrite ne devait pas dépasser le *Manuel du soldat* et la brochure d'Aristide Briand. Nos grands manifestes servaient d'étendards à la grande politique confédérale. On agitait ces drapeaux pour conjurer le mal et effrayer les mauvais génies.

Oui, nous avions fait des antimilitaristes, des ennemis de la caserne et du gradé qui pouvaient mesurer leur force avec les retraites militaires de M. Millerand. Mais où était notre véritable propagande pacifique antiguerrière. Je vois bien les enquêtes de la Guerre Sociale qui n'aboutirent qu'à un peu plus de trouble et de confusion. J'entends bien la motion Vaillant-Keir-Hardie préconisant l'insurrection contre la guerre. Je ne vois pas notre réelle action positive contre la guerre. La guerre... soit caractère destructeur, ses ruines, ses misères, ses horreurs, ses morts, tout cela a été dit, redit, répété. Mais le fait même, de la guerre, ses origines, ses buts, son esprit, son essence, ses causes déterminantes, sa vie puisée dans la vie des hommes organisés pour se battre. Je sais bien, il n'y a pas que le capitalisme impérialisé, il y a la caste, la raison d'Etat, l'esprit d'orgueil et de domination; il y a les professionnels du surpatriotisme et du champ de bataille. Sur tous cela, notre syndicalisme a négligé d'instruire les travailleurs. Nous avons pensé qu'il suffisait de détester la caserne et d'avoir le gradé en horreur pour que la guerre ne vienne pas. Le prolétariat n'a pas la haine de l'état de choses qu'il subit parce qu'il ne le tient pas pour responsable de la guerre. L'union sacrée a été possible parce que le capitalisme, n'est pas encore reconnu coupable par la masse des exploités. Cette responsabilité, cette culpabilité n'ont pas été établies par nous d'une manière claire et suffisante. J'entends de pauvres bougres qui disent : « Il y aura toujours des guerres parce qu'il y en a toujours eu. » Ils ignorent l'histoire des guerres du passé qu'ils identifient au présent comme à l'avenir. J'entends des savants affirmer « que les malheurs d'aujourd'hui sont encore indispensables pour conserver l'énergie et la force morale des hommes ». Notre syndicalisme, notre Internationale n'ont pas rassemblé autour de notre idéal la puissance d'espérance pour la société que nous voulons bâtir et dans laquelle il n'y aura plus de guerres. C'est ici notre faute capitale de n'avoir pas su donner aux hommes la certitude que ce que nous voulons fera disparaître ce qui existe. Bien mieux, nous avons laissé subsister cette erreur que l'impérialisme n'existe que dans les pays gouvernés par un empereur. Dans l'esprit de ceux que nous avons tenus dans l'ignorance, une république n'est pas impérialiste, les pays démocratiques ne sont pas impérialistes. L'impérialisme est le stade de développement atteint par le capitalisme dans tous les pays. Il est audacieux, téméraire, entreprenant, conquérant, suivant son degré de puissance, ses moyens de production, son outillage, ses besoins, sa gourmandise. Il est timide, conservateur et simplement jaloux en raison de son infériorité, de son impuissance; il se repose sur ses conquêtes suivant qu'il est repu et satisfait. Faible ou fort, il porte dans ses flancs la guerre pour attaquer ou pour se défendre. Il est l'état de fait, l'état social et l'Etat tout court. Il est l'état de la vie des hommes qu'il entraîne à sa suite dans la haine et dans la folie. C'est ce que nous n'avons pas dit ni avant ni pendant la guerre. Nous avons été un grand parti d'opposition. Tant que nous avons conservé l'apparence de la force on a cru en nous. Le jour où notre faiblesse a été démontrée, la déroute s'est affirmée dans la lamentable faillite.

On parle trop de courage, tandis que le simple courage consiste à reconnaître la vérité telle que les faits nous l'ont apportée.

*

«A l'ordre de mobilisation, les travailleurs répondront par la grève générale et l'insurrection » (motion de congrès). Hélas! « Ils - les travailleurs - considéreront leur ordre d'appel comme une décision de se rendre à la bourse du travail pour y prendre des mesures en conséquence. » (Instructions complémentaires du Comité). Trois fois hélas!

Quels travailleurs? Les 300.000? Ou bien tous les travailleurs, les paysans, les fonctionnaires, les employés? Combien y en a-t-il qui peuvent se rendre à leur bourse du travail? Et combien y a-t-il de bourses du travail pour les recevoir? Que de fois je me suis

posé ces questions! Et, chaque fois, j'ai senti la vanité de nos motions de congrès. Je sais bien, l'insurrection peut être le fait d'une minorité infime, un grand mouvement peut avoir des origines modestes, un incendie peut venir d'un petit feu qui couve sous la cendre, un pays peut sauter tout entier à la suite de petites explosions successives qui préludent à la déflagration générale. Ces espoirs pouvaient être réalisés sur les grands centres, Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, etc. Mais, à ces grands centres, il fallait des ordres du centre plus grand, du Comité directeur parisien. Assurément, il est permis de penser à cette conception hardie d'un mouvement de révolte. Il est permis de croire qu'une dizaine de foyers d'agitation pouvaient en élargir le cadre et en augmenter la portée.

Cependant, à la réflexion, je n'hésite pas à dire qu'il vaut mieux que les événements ne se soient pas produits. Je parle ici en syndicaliste qui ne détache pas sa pensée de l'organisation ouvrière et qui laisse aux personnalités isolées le droit d'avoir une autre opinion.

Ces ordres, le Comité confédéral ne devait pas les donner, ne pouvait pas les donner, n'aurait pas pu les donner. N'oublions pas la soudaineté de la guerre, la brutalité rapide des événements, la vertigineuse réalité des faits qui remplace la lumière du jour par les ténèbres de la nuit.

Les secrétaires de fédérations d'industrie ne pouvaient pas donner l'ordre insurrectionnel aux bourses du travail. Dans les 300.000, il y a le syndiqué qui obéit à sa fédération et qui va à la bourse du travail. Lequel de ces deux syndiqués, dans le même homme, serait allé à la bourse du travail? Notre syndicalisme est ainsi construit. Et, dans ce dédoublement des personnalités ouvrières, je vois le marin sur son navire, le mineur au fond de sa mine, le cheminot sur sa locomotive, l'ouvrier de l'arsenal à son étai. Je vois tous les marins, tous les mineurs, tous les cheminots, tous les ouvriers des arsenaux, et, parmi eux, le petit nombre de syndiqués. Je vois, j'entends le secrétaire de leur fédération, leur délégué au Comité confédéral. On assassine Jaurès, et les cheminots ont déjà le brassard au bras avec les insignes de leur grade et de leur autorité hiérarchique. Une loi pèse sur les épaules des inscrits maritimes, les mineurs ont, dans leur poche, des fascicules de sursis d'appel, les arsenaux escomptent des risques moindres. Il n'y a pas un prolétariat compact exposé, aux mêmes conséquences de la catastrophe. On ne part pas tous du même point de vue pour apprécier le malheur et le subir. Autour de nous, la foule hurle déjà ses cris de mort et ses désirs d'aller là-bas prendre sa revanche. Elle impose silence à ceux qui ne font pas chorus avec elle. L'admirable manifestation des ouvriers parisiens est oubliée, enfouie dans le passé par la clameur folle qui grandit et étouffe tout.

Ici, une autre de nos erreurs, l'erreur de tous, même de ceux qui ont provoqué la guerre, l'erreur qui nous écrase par son inconcevable durée.

Trop tard pour que nous puissions apporter un avis contraire, on criait autour de nous : « La guerre sera courte, dans un mois, nous aurons réglé l'affaire des Allemands. » De tous les coins du pays, on est parti avec cette idée fautive, avec cet espoir fou que la guerre serait foudroyante, rapide. Nous aurions dû prévoir et dire que la guerre serait longue et pourquoi elle serait longue. Cette durée de la guerre aurait dû faire partie de notre programme d'éducation de la guerre. Le conflit russo-japonais, en inaugurant le système des tranchées de position, avait été un enseignement précieux à cet égard, et il avait procuré aux techniciens de l'art l'occasion d'affirmer que les conflits futurs mesureraient leur durée au nombre des nations et des peuples engagés. A l'heure de la mobilisation, il était trop tard pour crier ces avertissements. Du reste, il aurait fallu s'expliquer et produire des arguments téméraires. La guerre ne pouvait pas être courte du fait de l'action militaire de l'Entente; elle le pouvait par l'écrasement rapide de la France par les armées du Kaiser, ce que personne n'admettait, pas plus nous - que les autres. Or, même sans la Marne, même avec Paris aux Allemands, la guerre n'était pas morte; elle s'organisait sur un autre théâtre avec le concours de tous ceux qui en ont alimenté le foyer avec leur portion de combustible. Nous aurions eu des interventions moins lentes et une *fin* plus proche au lieu du spectacle actuel qui nous montre un incendie toujours prêt à s'éteindre et qui se ranime par l'apport de nouveaux bûchers,

Nos syndiqués sont allés à la guerre, ils n'ont pas fait l'insurrection. Je les ai vus partir, nous sommes partis ensemble, nous avons pris la même raine de wagons à bestiaux qui nous conduisait vers l'endroit où l'on devait nous outiller en guerriers. Mon train ressemblait aux autres, il était identique à ceux qui nous précédaient et à ceux qui nous suivirent. Il était bondé du même monde d'ouvriers, de paysans, de commerçants, d'employés. Les chants, les cris, le vacarme étaient semblables dans toutes les gares et sur tous les réseaux ferrés. Partout où la craie avait pu trouver place, elle avait tracé des inscriptions uniques qui restent pour l'histoire : « En route pour Berlin », « La gueule à Guillaume ! », « Vivent les gonzesses boches ! », j'en passe et non des moindres. Les cris et les chants procédaient des inscriptions indiquant dans quel état d'esprit la masse quittait ses foyers, ses intérêts, femme et enfants et tout ce qui constitue le prix de l'existence. Je ne reproche rien, je constate. Parmi ce monde, je souffrais. Mon silence était le signe de désapprobation autant que la honte qui m'étouffait. A la Chapelle, un petit lieutenant de chasseurs à pied m'avait confié rapidement ses appréhensions. Il venait de se marier, de s'établir; il perdait une situation et un avenir. Il ne chantait pas, il ne criait pas, il n'avait jamais été syndiqué. Dans mon wagon, nous étions trois silencieux. Les deux autres, deux frères, avaient quitté leur mère le matin; ils y pensaient. Leur mise n'indiquait pas des ouvriers, ils ignoraient le Syndicat et détestaient la guerre. Les autres allaient à Berlin et buvaient du pinard. Il est bon de se souvenir que l'on allait à Berlin. Autant que le plus outrancier des chauvins, je suis l'ennemi des envahisseurs, mais, dans une action mauvaise, l'intention équivaut à l'acte, et je reste l'ennemi de tous les envahisseurs, même de ceux qui n'ont pas réussi à envahir.

Je ne sépare pas les hommes des autres hommes. Je veux être juste. Y avait-il des syndiqués dans mon wagon, dans mon train, dans les trains suivant et précédant le mien ? Oui, ils étaient là, noyés, perdus, pris dans le remous et animés par la contagion du concert belliqueux. Il y avait d'autres silencieux, d'autres souffrants, faisant exception dans la cohue, ceux-là se reconnaîtront. Je les ai vus partir pour le champ de bataille, fleuris, enthousiastes, patriotes. A quel moment se sont-ils ressaisis ? Jusqu'où sont-ils allés pour comprendre nos erreurs communes et percer l'épaisseur des ténèbres ? Nul ne saurait le dire. Exclue du monde des idées, nourris des lectures guerrières, il leur a fallu longtemps pour pouvoir réfléchir. Quand je les ai retrouvés à Verdun, ils en voulaient à tout le monde : aux journalistes, aux députés, aux socialistes, aux Parisiens, aux gendarmes, à ceux de l'arrière. L'impression la plus forte, la plus nette en eux était celle du bourrage de crâne, du mensonge, de l'exagération, de l'erreur. Nos syndiqués ? Ils savaient. Ils savaient que Thomas était ministre, que Jouhaux était bien de la maison, que l'Union sacrée régnait sur le pays avec le système D. Quelques-uns connaissaient Zimmerwald et percevaient faiblement les échos de l'action minoritaire. On peut dire cependant que leur premier acte de ressaisissement fut l'application du système D. Camarades syndiqués, vous n'êtes pas exempts de reproches, mais vous méritez des excuses. Quand vous avez senti l'horreur de votre position, l'exemple des chefs embusqués et embusqueurs vous a engagés dans la voie du... démerdage. Tout le monde n'a pas pu se débrouiller; il y en a quelques-uns qui n'ont pas voulu. Du reste, tous les syndiqués n'étaient pas à la guerre, il y avait les vieux, les non mobilisables, dont l'opinion était plus ou moins centriste. Mais si j'évoque le système D, c'est parce que je sais qu'il a été pour nous comme pour tous les groupements procédant de l'Union sacrée un système de corruption et de maquignonnage. Les gens, qui veulent faire la guerre avec le sang des autres se sont trouvés dans tous les milieux. Chez Thomas, il y avait le magasin de gros des faveurs dirigé par l'état-major coopératif. Et il n'y a pas que les métaux qui sont passés par là, il y a aussi les amis de la boulangerie, les garçons épiciers, sursitaires indispensables exerçant tous les métiers.

Eh oui ! La guerre est longue, elle a puisé en elle-même la durée de son existence et aussi dans la lâcheté morale de tous ses complices.

*

Le bloc des syndiqués s'est rompu. La mine, les chemins de fer, les usines métallurgiques, les postes et la marine marchande en ont absorbé la plus grande partie. Au front, leur départ était salué, fêté., arrosé de pinard. On ne leur en voulait pas, ou les envoyait simplement. Je me souviens de ces réflexions rosses : « Quand vous

serez là-bas, vous serez pour la guerre jusqu'au bout ! Vous direz : « On les aura » , comme les autres. » En effet, ils ont tenu longtemps; ils tiennent encore; nous tenons.

Sont restés au front les syndiqués de la terre, les typos, les employés, les chapeliers et tous ceux dont la profession n'autorisait pas une mobilisation à l'arrière.

Je prends ceux de l'arrière par profession et je les classe suivant leur action particulière. Les mineurs sont sages, pondérés, modestes. Ils occupent une situation géographique défectueuse : les grosses régions houillères du Nord sont envahies; il faut du charbon; abattre du charbon, c'est travailler pour la défense nationale. Les mineurs envahis ont des vengeances à assouvir, de la haine à satisfaire. Les chefs de la corporation sont guerriers, majoritaires, revanchards. On se réveille très tard pour réclamer et obtenir des indemnités de vie chère. Ces derniers temps seulement, on a rué dans les brancards dans la Loire et dans le Gard. Les mineurs sont venus dans les Syndicats se grouper. Ils sont venus nombreux pour manger, pour avoir les salaires élevés, leur fédération nationale a grossi, doublé ses effectifs.

Evidemment, c'est une force qui pouvait s'exprimer autrement si l'impulsion des chefs avait été différente. Mais la masse corporative est par elle-même lente à se mouvoir. Ce fut l'Union sacrée, sans grèves, sans agitation. Les questions d'indemnité de vie chère se réglèrent chez les ministres et chez les préfets.

Les cheminots sont des militaires. Eux aussi sont venus nombreux au Syndicat. Le Syndicat National, qui groupait les travailleurs de l'exploitation, a fait la fusion avec la Fédération des mécaniciens. Il y a eu de ce fait renforcement sensible en effectifs et en unité matérielle. Sur tous les réseaux, les mêmes besoins accrus ont poussé ces travailleurs vers la même action pour obtenir des indemnités de cherté de vie. Les mêmes causes ont abouti aux mêmes résultats chez les cheminots que chez les mineurs. Seulement, ici l'unité morale n'est pas réalisée. Chez les mineurs, l'opposition contre les chefs majoritaires est faible, imprécise, difficile. Chez les cheminots, Bidegaray trouve partout des adversaires sur sa route; il en rencontre dans tous les Congrès de réseau où les minorités s'affirment nombreuses et audacieuses. Les esclaves du rail regimbent aussi bien contre les fleurs dont on les orne que contre les tortures qu'ils subissent. Les gouvernants ont rendu hommage à l'esprit de sacrifice de ces deux corporations. Elles ont connu tous les éloges. La vérité, c'est qu'elles ont subi une double contrainte patronale et militaire qui s'aggrave aujourd'hui d'une poigne gouvernementale plus rude. Mineurs et cheminots ont souscrit à l'Union sacrée et c'est au moment où ils s'aperçoivent qu'ils en sont dupes et victimes qu'on leur impose silence par un renforcement de la discipline. Passons à d'autres; aussi bien, tout ce que l'on croit établi solidement, tout ce que l'on croit réel n'est qu'illusion. On vit sur de l'hypocrisie, sur des rancœurs et des flots d'amertume. Le front qui absorbe tout le courage, toute la noblesse de sentiments, tout l'héroïsme est utilisé comme un moyen de contrainte par la plus forte punition. L'homme qui, avec raison, craint le front, préfère abandonner sa dignité, abdiquer ses libertés et subir. Ainsi on a vécu.

Si on pénètre du même coup d'œil la corporation des métaux, le jugement est moins facile. On ne se rend pas aussi bien compte. Du reste, on se heurte à toutes sortes de complexités qui entraînent l'esprit à des constatations diverses. On se trouve en présence d'un amalgame de faits dont chacun vaudrait un examen particulier. La métallurgie a été l'endroit béni du système D ; le paradis des « tourneurs ». C'est un sujet sur lequel je ne veux pas insister car il n'est pas avantageux pour ce pays. Je reste avec nos syndiqués. Ils furent pris dans le remous, comme les autres et la fièvre du pain les avait brûlés, eux aussi. L'argent, les nouveaux riches, la femme à l'usine gagnant gros, l'état de célibat et l'absence de famille pour beaucoup ont créé un milieu anormal. Les Syndicats squelettiques du début ont vu arriver à flot des affamés avides. Il a fallu donner aliment à cette foule qui envahissait les Syndicats pour vivre et mieux vivre. Dans ce mélange d'hommes et de femmes affûtant l'acier, des besoins nouveaux se sont créés en même temps que les moyens de consommation diminuaient. Réagir ne fut pas facile. Bordereaux des salaires, délégués d'atelier et la science d'Albert Thomas ne sont pas parvenus à régler cette situation et à donner au domaine du métal un caractère de solidité et de clarté. Là encore, on vit sur du creux. Sur du vide, sur un avenir menaçant.

Il faut avouer qu'il fut impossible aux militants d'échapper aux besoins corporatifs. Et puis il n'y avait pas que les gros salaires; dans certaines usines, on

ne payait pas, certaines catégories d'ouvriers n'étaient pas payées ; l'hygiène, la sécurité, le travail des femmes et des enfants préoccupaient les Syndicats.

Mais quelque chose qui ne tient pas s'use vite. On sent bien que l'on ne pourra pas toujours fabriquer des munitions et, s'il existe une mentalité de munitionnaire, elle n'est que provisoire, passagère et accidentelle. En traversant des périodes diverses, à la suite de différents mouvements et du contact syndical, on est parvenu à être dégoûté de produire de quoi faire la guerre. Le mineur n'a pas cessé de faire le même charbon et il sent moins son rôle de guerrier. Et dans tout ce monde de sursitaires, il n'y a vraiment que le métallurgiste pour s'apercevoir que son métier est tout entier à la guerre.

Le gros recrutement syndical en métallurgie provient des mêmes raisons qui ont poussé mineurs et cheminots vers l'organisation corporative. La fédération des métaux connaît un chiffre d'adhérents qui n'avait jamais été atteint par elle. Et si toutes les fédérations nationales avaient pu bénéficier des mêmes privilèges, nous serions loin des 300.000, car nous atteindrions aujourd'hui le million de syndiqués. Mais il y a eu des morts et le bénéfice réalisé n'est pas grand. Constatons donc que les idées minoritaires de la fédération des métaux n'ont pas empêché le recrutement syndical. Là aussi on est venu pour manger. Mais une fois qu'on y est les idées viennent, on les reçoit et elles pénètrent l'esprit de la corporation. A part quelques exceptions rares, tous les militants des syndicats devinrent minoritaires. On s'y expliqua sur tout, sur tout le problème guerrier, sur Zimmerwald, sur la révolution russe. On apprit de quoi était faite la trahison des majoritaires et la manière dont ils pratiquaient l'absolutisme au Comité confédéral. Ailleurs, on ne savait rien; ici, on fut au courant de tout. Plus tard, nous pénétrerons l'intimité de ces choses, car nous nous gardons aujourd'hui contre l'excessive curiosité. Les gens qui savent iront jusqu'à l'action. A la guerre ils ont opposé la Paix. Leur attitude a pris un caractère qu'aucune raison d'opportunité ne pouvait modifier. Ici, l'impatience est en bas, chez ceux qui ont su après, longtemps après; l'opportunisme est en haut, chez ceux qui savaient d'avance. On se heurte à ces deux conceptions. C'est dommage que les choses les plus intéressantes à dire doivent être tuées momentanément, car nous nous serions permis ici de parler du Congrès minoritaire de Saint-Étienne, des grèves qui l'ont pour ainsi dire accompagné et des résultats malheureux auxquels nous aboutissons. Enregistrons ces événements comme la conséquence du mouvement des idées minoritaires. Heureux dans notre action, nous aurions trouvé partout des encouragements et des éloges. Assumons simplement la charge de nous défendre sans rien regretter ni renier.

Nous approchons ainsi de notre conclusion. Nous laisserons le monde des sursitaires pour revenir à l'ensemble du mouvement. Marins, postiers et autres services publics, nous les laisserons aussi. Nous sommes trop mal renseignés pour porter d'autres jugements. Il y a des minoritaires dans les postes, il y en a chez les inscrits maritimes comme il y en a partout. C'est aux chefs qu'il faut s'en prendre, c'est eux qu'il faut attaquer - de front comme les responsables de la valeur morale de leurs troupes. Les Bidegaray, Bartuel, Rivelli, Reaud, Savoie et d'autres doivent nous donner leur bilan moral. Nous leur reprochons d'avoir vécu trop au-dessus et trop en dehors de leur classe. Il y a parmi eux exceptions, mais sur les autres nous avons le douloureux avantage d'avoir suivi la classe ouvrière aux endroits où elle a souffert et où elle souffre toujours. Je l'ai connue aux heures sombres des bombardements, je partage ses souffrances au fond de la mine, dans ce pays d'usine où se dressent les canons et s'outille la guerre. « Taisez-vous ! », nous a-t-on dit. « Travaillez ! Obéissez ! ». Nous nous taisons, lions obéissons, nous travaillons. C'est à peine si nous osons percer ce silence commandé et recommandé de ces quelques lignes humbles et timides. Et tout ce que nous venons de dire c'est le passé, c'est ce qui fut avant et pendant la guerre. Pour l'avenir on a, paraît-il, fait de merveilleuses découvertes et on nous invite audacieusement, en pleine période de destruction et de ruines accumulées, à un travail de reconstruction économique et de réorganisation ouvrière. Disons notre pensée.

VI

ESPERONS, TRAVAILLONS, AGISSONS

J'ai suffisamment indiqué que j'étais partisan de la révision des méthodes d'action et d'éducation du syndicalisme. Je maintiens la condamnation de la politique

confédérale d'avant-guerre faite de bruit et d'impuissance. Je me déclare d'accord avec ceux qui veulent introduire de l'ordre dans notre administration syndicale : de l'ordre dans les syndicats, dans les Unions départementales, les Bourses du travail, les Fédérations, la Confédération. De l'ordre par le classement réel des syndiqués, de la force acquise par une augmentation des moyens sur des cotisations renforcées. Si ces principes d'ordre sont admis et appliqués dans la pratique syndicaliste, l'angoissante question de la fuite des effectifs sera en grande partie résolue.

Je me déclare d'accord avec ceux qui veulent faire des militants sérieux, instruits, capables de faire de la propagande. Je n'avale pas du premier coup l'idée d'une sorte d'académie syndicale pour fabriquer des pédants ou des pontifes. Je suis averti que parmi nos prédécesseurs il s'est trouvé des ennemis du savoir, parce que l'ignorance des autres constituait leur brevet de science. Je demande que la question soit posée et étudiée d'abord. Là encore, il faut, de l'ordre. Quand on est allé en Angleterre, on ne s'est pas borné, je l'espère, à admirer la flotte anglaise et l'éloquence guerrière du citoyen Appleton; on a dû voir comment les Anglais produisaient des militants, ce qu'étaient leurs écoles, leur Central-College et leur degré de savoir. Non, il ne suffit pas d'être expert en matière financière et en bilans patronaux pour être un excellent militant syndicaliste. IL faut savoir cela et autre chose, voire beaucoup de choses plus simples. Des hommes et de l'ordre; une administration et des moyens; des locaux pour administrer, des salles pour se réunir, des bibliothèques et des livres. Un syndicalisme d'ordre, possédant des hommes, des moyens et des effectifs, ne m'effraye pas par son poids. Nous ne, pouvons plus revenir aux temps où la dualité était préférée, à la quantité. Tous ceux que la guerre a poussés au syndicat doivent être conservés en les plaçant dans l'impossibilité de retourner à l'égoïsme et au dégoût. Je voudrais qu'au moins les minoritaires se mettent d'accord sur ces deux points. Nos adversaires croient précisément qu'ils ont découvert quelque chose; ne leur laissons pas le monopole de poser aux hommes d'ordre pour nous attribuer tout le fardeau du verbalisme. Autant qu'eux, plus qu'eux, il nous faut nous montrer éducateurs, administrateurs et organisateurs.

Par ailleurs, il nous faut veiller et combattre. Combattre avec passion, avec acharnement, car c'est ici que les dangers vont naître. Pour moi, l'ordre, l'administration, les effectifs, les hommes, les livres, le savoir ne sont rien si la vie du syndicalisme ne repose pas sur les deus sentiment, qui donnent aux idées des hommes la valeur d'un idéal : *la haine et la foi*. La haine de ce qui doit être détruit et la foi pour ce qui doit être construit. Sans cela, la machine serait pesante, insupportable et devrait être considérée par nous comme l'un des rouages du régime que nous voulons détruire. Or, c'est présentement la mise en péril du syndicalisme tel qu'il a été formulé dans ce pays et tel qu'il entend s'exprimer dans l'Internationale ouvrière. C'est la grande et merveilleuse découverte des majoritaires. On veut nous entraîner vers une politique ouvrière nouvelle. Ne les suivons pas, combattons-les. La guerre a révélé l'impuissance de l'impérialisme économique de ce pays; elle a montré de combien, au point de vue industriel, il était inférieur à l'impérialisme des autres pays. Le cri d'alarme a été poussé par des hommes de toutes les classes et de tous les partis. Mettre en valeur les richesses du pays; modifier l'outillage, construire des usines, ouvrir des mines, chercher des débouchés d'écoulement pour les produits et se procurer des matières premières. Provoquer des ententes capitalistes, réformer le système bancaire, changer des lois industrielles comme celle de 1810 sur les mines, aller jusqu'au système allemand des cartels, atteindre au niveau des trusts américains, faire une république industrielle ayant foi-ce d'argent. Prenons garde, amis minoritaires, on va essayer de nous dresser contre ce vaste programme pour nous situer parmi les adversaires du progrès et de l'évolution. Ne laissons pas se créer cette équivoque. N'acceptons pas cette évolution comme nue suite fataliste des faits, disons-la nécessaire pour le but que nous poursuivons. Affirmons très haut que les cheminots pourront s'emparer des chemins de fer, que les mineurs pourront prendre la mine, les postiers les postes et tout le prolétariat l'ensemble des moyens de production sans subordonner l'émancipation du travail au développement total du capitalisme. On veut enchaîner le syndicalisme au capitalisme; duc nous fassions partie de l'impérialisme économique. Notre impérialisme ouvrier atteindrait ainsi à la barbarie industrielle. Une formidable production pour accroître la consommation. Des bras taylorisés et des ventres germanisés. Notre pensée, nos instincts de classe sont en péril. Je prends cette

lointaine remarque du docteur Nicolaï : pour que les Romains, peuple aristocrate, soient parvenus au savoir et à la supériorité morale, ils ont dû faire travailler pour eux d'autres peuples esclaves. Méfions-nous de l'esclavage moderne. Dans un monde comme le nôtre, l'impérialisme ouvrier se doublerait de l'impérialisme des individus : il se triplerait de l'impérialisme des consommateurs insatiables.

A l'aide de prétextes accidentels, la lutte de classe est battue en brèche. Dans les tranchées on s'est rencontré avec des patrons, dans les usines on a « tourné » avec des riches, des notaires et des banquiers. Des syndicalistes fatigués ont pris usine à leur compte et des commandites ouvrières ont fleuri sur la ferraille. Le nombre des conditions moyennes, l'importance de la classe tampon, la paysannerie et la petite industrie, ont ouvert des horizons à l'entente des classes. N'acceptons pas cette déformation, cette déviation. Pour nous, la classe que nous combattons n'est pas représentée par le modeste patron boulanger qui pétrit au fond d'une cave avec ses deux commis, c'est le régime que nous combattons, l'organisation capitaliste produit d'une classe; un état social qui réduit le travail à l'esclavage pour le conduire à la barbarie en passant par des guerres. C'est à lui qu'il ne faut pas laisser enchaîner le syndicalisme. Ce régime de classe n'a rien modifié, rien changé; il s'appuie toujours sur les mêmes forces d'autorité et de domination. L'Etat, l'Eglise, le sabre, les prisons forment toujours ses piliers d'erreurs et de contrainte. Ecartons-nous de lui et ne nous laissons pas attacher par les maillons d'os de sa chaîne. Sa chaîne est prête : participation aux bénéfiques, pénétration dans les conseils patronaux, associations mixtes pour études industrielles, conférences, cours, écoles professionnelles, etc. Une fois enchaînés, les meilleurs des nôtres y abdiqueront leur pensée, et notre idéal. Amis minoritaires, arrachons-nous de cette étreinte et laissons les autres s'embarquer dans le concubinage. Sur ce nouveau chemin de Damas, ils y rencontreront Samuel Gompers, Karl Legien et Ben Tillet, en compagnie des hommes d'affaires de la bourgeoisie internationale. Nous irons vers les travailleurs de tous les pays pour rebâtir l'Internationale ouvrière.

G. DUMOULIN.

Roche-la-Molière, juin 1918